CCE-027
2023-05-04
P. Brassard

OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE ET COMMISSION DE TOPONYMIE

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

MAI 2023

Votre gouvernement

Québec

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS		PAGE
G.1	LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2022-2023 : A. LES ENDROITS ET DATES DE DÉPART ET DE RETOUR ; B. LA COPIE DES PROGRAMMES ET RAPPORTS DE MISSION ; C. LES PERSONNES RENCONTRÉES ; D. LE COÛT (AVEC UNE VENTILATION PAR POSTE : FRAIS DE DÉPLACEMENT, D'HÉBERGEMENT, DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.) ; E. LES NOMS DES MINISTRES, DÉPUTÉS, DES MEMBRES DU PERSONNEL DE CABINET, DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS (AVEC LEUR TITRE) ET DES AUTRES PARTICIPANTS (AVEC LEUR TITRE) REGROUPÉS PAR MISSION ; F. LE MONTANT DÉPENSÉ POUR L'ACHAT DE CRÉDITS CARBONE VISANT À COMPENSER LES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE GÉNÉRÉES PAR LE VOYAGE; G. POUR LES ORGANISMES, LE NOM DES DIRIGEANTS ET DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS; H. LA LISTE DES ENTENTES SIGNÉES OU ANNONCÉES, ET, LE CAS ÉCHÉANT : – LES DÉTAILS DE CES ENTENTES; – LES RÉSULTATS OBTENUS À CE JOUR; I. LES INVESTISSEMENTS ANNONCÉS, LE CAS ÉCHÉANT, AINSI QUE LE NOMBRE D'EMPLOIS ESTIMÉ.	1
G.2	POUR CHACUN DES VOYAGES FAITS EN AVION OU EN HÉLICOPTÈRE PAR CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES, DES MEMBRES DES CABINETS MINISTÉRIELS AU QUÉBEC ET DES DIRIGEANTS D'ORGANISMES POUR 2022-2023 : A. LES RAISONS DU DÉPLACEMENT; B. L'ITINÉRAIRE ET LES DATES DU DÉPART ET/OU DU RETOUR; C. LES COÛTS VENTILÉS; D. LE CAS ÉCHÉANT, TOUT AUTRE COÛT VENTILÉ PAR POSTE : FRAIS D'HÉBERGEMENT, FRAIS DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.	2
G.3	LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT CELLES SUR INTERNET), EN ARTICLES PROMOTIONNELS ET EN COMMANDITES POUR CHAQUE MINISTÈRE (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) ET ORGANISME. FOURNIR LA LISTE DÉTAILLÉE DE CES DÉPENSES EN INDIQUANT : A. LA VENTILATION DES SOMMES DÉPENSÉES POUR 2022-2023, ET LES PRÉVISIONS POUR 2023-2024; B. LES NOMS DES FIRMES DE PUBLICITÉ RETENUES; C. LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI POUR CHACUN (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ); D. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE; E. DANS LE CAS D'UNE COMMANDITE, LA RAISON ET LE NOM DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE; F. LES NOMS DES FOURNISSEURS, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHIE.	3
G.4	LISTE DES DÉPENSES POUR L'ORGANISATION ET LA TENUE DE CONFÉRENCES DE PRESSE, D'ÉVÉNEMENTS MÉDIATIQUES, OU AUTRES ÉVÉNEMENTS (SOMMETS, CONGRÈS, CONFÉRENCES, ETC.), SÉPARÉMENT : PAR LE CABINET MINISTÉRIEL : A. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2022-2023 ET LES PRÉVISIONS POUR 2023-2024, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT; B. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE; C. LE NOMBRE TOTAL ET LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉS PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT. D. SI L'ÉVÉNEMENT S'EST TENU VIRTUELLEMENT; PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME : E. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2022-2023 ET LES PRÉVISIONS POUR 2023-2024, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT; F. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE; G. LE NOMBRE TOTAL ET LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉS PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT. H. SI L'ÉVÉNEMENT S'EST TENU VIRTUELLEMENT; PAR UN PROFESSIONNEL OU PAR UNE FIRME EXTERNE : I. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2022-2023 ET LES PRÉVISIONS POUR 2023-2024, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT; J. LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME DE PUBLICITÉ; K. LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ); L. LA LISTE ET LES NOMS DES FOURNISSEURS ET CONSULTANTS, S'IL Y A LIEU, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHIES, DES VIDÉOS, ETC.; M. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE; N. LE NOMBRE TOTAL ET LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉS PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT. O. SI L'ÉVÉNEMENT S'EST TENU VIRTUELLEMENT.	4

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS		PAGE
G.5	LA LISTE DES DÉPENSES EN FORMATION DE COMMUNICATION : ORGANISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME : A. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2022-2023 ET LES PRÉVISIONS POUR 2023-2024, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT ; B. LE BUT RECHERCHÉ PAR CHAQUE DÉPENSE ; C. NOMBRE TOTAL ET LISTE DES FORMATIONS VENTILÉS PAR CATÉGORIE. DONNÉES PAR UN PROFESSIONNEL OU UNE FIRME EXTERNE : D. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2022-2023 ET LES PRÉVISIONS POUR 2023-2024 ; E. LE NOM DE LA OU DES FIRMES DE PUBLICITÉ OU DE COMMUNICATIONS ; F. LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) ; G. LA LISTE ET LES NOMS DES FOURNISSEURS ET/OU DES CONSULTANTS, S'IL Y A LIEU ; H. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE ; I. NOMBRE TOTAL ET LISTE DES FORMATIONS VENTILÉS PAR CATÉGORIE.	5
G.6	LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME, Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL EN 2022-2023, EN INDIQUANT : A. LES NOMS DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME; B. LES NOMS DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT, LEUR MANDAT ET LE RÉSULTAT (RAPPORT OU DOCUMENT FINAL); C. LE DÉTAIL DES TRAVAUX OU SERVICES EFFECTUÉS (BUT VISÉ); D. LA DATE D'OCTROI DU CONTRAT; E. LE COÛT TOTAL, Y COMPRIS LES AVENANTS ET/OU SUPPLÉMENTS; F. L'ÉCHÉANCIER; G. DANS LE CAS D'UN OCTROI PAR SOUMISSION, FOURNIR LE NOM DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS. LORSQUE LE CONTRAT EST OCTROYÉ PAR LE CABINET MINISTÉRIEL, L'INDIQUER.	6
G.7	LISTE DÉTAILLÉE DE TOUS LES APPELS D'OFFRES PUBLICS DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, EN INDIQUANT : A. LA LISTE DES SOUMISSIONS ET LE MONTANT DE CHACUNE; B. LA GRILLE D'ÉVALUATION DES SOUMISSIONS; C. LE SOUMISSIONNAIRE RETENU ET LA JUSTIFICATION DE CE CHOIX; D. LE DÉLAI ENTRE LA PUBLICATION DE L'APPEL D'OFFRES ET L'OCTROI DU CONTRAT; E. LE CAS ÉCHÉANT, LES APPELS D'OFFRES ANNULÉS EN COURS DE ROUTE ET LA RAISON DE L'ANNULATION.	11
G.8	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2022-2023 : A. LA LISTE DE TOUTES LES RESSOURCES ŒUVRANT AU SEIN D'UN MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME ET QUI NE SONT PAS DES EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT ; B. LE TOTAL DES COÛTS RELIÉS À CES CONSULTANTS, VENTILÉ PAR CATÉGORIE (INCLUANT LA MASSE SALARIALE) ; C. LE SOMMAIRE DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ POUR L'EMBAUCHE DE CES CONSULTANTS ; D. LE NOM DE CHAQUE CONSULTANT ET LA FIRME PAR LAQUELLE IL EST EMPLOYÉ ; E. UNE DESCRIPTION DE SON MANDAT ; F. LA DATE DE DÉBUT DE SON CONTRAT ; G. LA DATE PRÉVUE DE FIN DE SON CONTRAT ; H. SA RÉMUNÉRATION ANNUELLE.	12

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS		PAGE
G.9	POUR CHAQUE PROJET DE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE, INFONUAGIQUE OU DE MODERNISATION DES SYSTÈMES INFORMATIQUES AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE, INDIQUER : A. LE NOM DU PROJET ; B. LA NATURE DU PROJET ; C. L'ÉCHÉANCIER INITIAL (ET REVU S'IL Y A LIEU) ; D. LE MONTANT INITIALEMENT PRÉVU POUR L'ENSEMBLE DU PROJET ; E. LES PLUS RÉCENTES ÉVALUATIONS DU COÛT DU PROJET ; F. LES COÛTS ENGENDRÉS JUSQU'À MAINTENANT PAR LE PROJET, AU TOTAL ET VENTILÉS PAR ANNÉE FINANCIÈRE ; G. L'ESTIMATION DES COÛTS RESTANT À DÉBOURSER POUR COMPLÉTER LA RÉALISATION DU PROJET ; H. LES FIRMES OU OSBL ASSOCIÉS AU DÉVELOPPEMENT DU PROJET, INCLUANT TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU PROJET, LES SOMMES QUI LEUR ONT ÉTÉ VERSÉES JUSQU'À CE JOUR, LE DÉTAIL DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ EN PRÉCISANT LE MODE D'OCTROI, LE MONTANT ET LES DATES ; I. LE POURCENTAGE DE RÉALISATION JUSQU'À CE JOUR ; J. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS (ETC) AFFECTÉS À CE PROJET ; K. LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES INTÉGRÉS OU ŒUVRANT AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE : a. LA VALEUR TOTALE ET VENTILÉE DES CONTRATS OU ENTENTES ENTRE LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET LES FIRMES EXTERNES POUR CES CONSULTANTS. L. INDIQUER SI L'ÉTUDE D'OPPORTUNITÉ ÉVALUANT LES POSSIBILITÉS QU'OFFRE LE LOGICIEL LIBRE A ÉTÉ RÉALISÉE, COMME L'EXIGE LA POLITIQUE-CADRE SUR LA GESTION DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES DES ORGANISMES PUBLICS. M. NOMBRE ET LISTE DES PÉNALITÉS APPLIQUÉES À DES SOUS-TRAITANTS DANS LE DOMAINE DES TI EN 2022-2023.	13
G.10	CONCERNANT L'HÉBERGEMENT DE DONNÉES EN INFONUAGIQUE, FOURNIR : A. LES COÛTS ESTIMÉS PAR ANNÉE : B. LES COÛTS TOTAUX RÉELS POUR L'HÉBERGEMENT DE DONNÉES; C. LES COÛTS POUR PÉNALITÉS POUR DÉPASSEMENT DE CAPACITÉ; D. LA LISTE DES FOURNISSEURS; E. UNE COPIE DU PLAN DE DÉPLOIEMENT.	14
G.11	DE FAÇON SÉPARÉE ET DISTINCTE, POUR LE CABINET MINISTÉRIEL ET LE BUREAU DE CIRCONSCRIPTION, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT POUR 2022-2023, VENTILÉ PAR MOIS, DE CHACUNE DES DÉPENSES SUIVANTES : A. LA PHOTOCOPIE; B. LE MOBILIER DE BUREAU; C. L'AMEUBLEMENT; D. LA DÉCORATION ET L'EMBELLISSEMENT, INCLUANT LES ŒUVRES D'ART ET LES FRAIS POUR L'ENTRETIEN DES PLANTES; E. LE DISTRIBUTEUR D'EAU DE SOURCE; F. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE TRANSPORT; G. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'HÉBERGEMENT; H. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE REPAS; I. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'ALCOOL ET DE FÊTES; J. L'ENSEMBLE DES DÉPENSES APPLICABLES À LA PARTICIPATION À DES CONGRÈS, DES COLLOQUES ET TOUTE SESSION DE TYPE PERFECTIONNEMENT OU RESSOURCEMENT : – AU QUÉBEC; – À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC.	15
G.12	DE FAÇON SÉPARÉE ET DISTINCTE, POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT POUR 2022-2023, VENTILÉ PAR MOIS, DE CHAQUE DÉPENSE RELIÉE À LA TÉLÉPHONIE : A. LE COÛT DES CONTRATS TÉLÉPHONIQUES; B. LE COÛT DES FRAIS D'ITINÉRANCE ET LA PROPORTION DE CEUX-CI QUI ONT ÉTÉ ASSUMÉS RESPECTIVEMENT PAR LE CABINET, LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME; C. LE COÛT LIÉ AUX DÉPASSEMENTS DES FORFAITS DE DONNÉES ET LA PROPORTION DE CEUX-CI QUI ONT ÉTÉ ASSUMÉS RESPECTIVEMENT PAR LE CABINET, LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME; D. LES COÛTS DE RÉSILIATION, S'IL Y A LIEU; E. LE NOMBRE DE TÉLÉPHONES CELLULAIRES (BLACKBERRY, IPHONE OU AUTRE TYPE DE TÉLÉPHONE INTELLIGENT); F. LE COÛT D'ACQUISITION DES APPAREILS; G. LE COÛT D'UTILISATION DES APPAREILS; H. LES NOMS DES FOURNISSEURS; I. LES ORDINATEURS PORTABLES; J. LES IPAD OU AUTRE TYPE DE TABLETTE ÉLECTRONIQUE.	16

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS		PAGE
G.13	CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LE RÉSEAU DE L'ÉDUCATION) POUR L'ANNÉE 2022-2023 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2023-2024 : A. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DE 35 ANS ET PLUS; B. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DE 35 ANS ET MOINS; C. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL; D. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI; E. LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC.) : – LE COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ, SELON LA CLASSE DE TRAVAIL; F. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL; G. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS, ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI; H. LE NOMBRE DE PERSONNES ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, CONTRACTUELS, ETC.) QUI REÇOIVENT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIVENT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION, SOIT LES COMMISSIONS SCOLAIRES, LES CÉGEPS, LES ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES, LES AGENCES RÉGIONALES ET LES ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS; I. L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, OUVRIERS ET AGENTS DE LA PAIX, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS); J. L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIANT D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR; K. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIANT D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE; L. LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES; M. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES; N. LE NOMBRE DE DÉPART VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART; O. LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS VENTILÉ PAR CORPS D'EMPLOI; P. L'EFFECTIF AUTORISÉ PAR LE SCT EN VERTU DE LA LOI 15 SUR LE CONTRÔLE DES EFFECTIFS; Q. LE NOMBRE DE POSTES VACANTS ET LE NOMBRE D'ETC NON COMBLÉS, VENTILÉ PAR RÉGION.	17
G.14	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, PAR DIRECTION, POUR L'ANNÉE 2022-2023 ET LES PRÉVISIONS POUR L'ANNÉE 2023-2024 : A. LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE, INCLUANT LE TOTAL ET LA VENTILATION DES INDEMNITÉS VERSÉES OU ESTIMÉES; B. LE NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES; C. LE NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS.	18
G.15	LISTE DES BAUX POUR LES ESPACES OCCUPÉS PAR LES MINISTÈRES ET ORGANISMES EN 2022-2023 EN INDIQUANT POUR CHACUN D'EUX : A. L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION; B. LA SUPERFICIE TOTALE POUR CHAQUE LOCAL LOUÉ; C. LE COÛT TOTAL DE LADITE LOCATION; D. LES COÛTS D'AMÉNAGEMENT, DE RÉNOVATIONS RÉALISÉES DEPUIS LE 1ER AVRIL 2018, LA NATURE DES TRAVAUX ET LE OU LES BUREAUX VISÉS; E. LA DURÉE DU BAIL; F. PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ; G. EN CAS DE RÉSILIATION DE BAIL EN COURS D'ANNÉE, LES COÛTS DE RÉSILIATION. H. LA SUPERFICIE TOTALE RÉELLEMENT OCCUPÉE; I. LA SUPERFICIE INOCCUPÉE; J. LE COÛT DE LOCATION AU MÈTRE CARRÉ; K. LES NOMS DES SOUS-LOCATAIRES ET LES REVENUS LIÉS À DES SOUS-LOCATIONS, LE CAS ÉCHÉANT.	19

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS		PAGE
G.16	CONCERNANT LES ACTIFS IMMOBILIERS EXCÉDENTAIRES DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN 2022-2023, FOURNIR : A. LA LISTE DES ACTIFS EXCÉDENTAIRES INOCCUPÉS; B. LA VALEUR ESTIMÉE DE CEUX-CI; C. LES COÛTS D'ENTRETIEN ANNUEL; D. LE NOMBRE DE PIEDS CARRÉS DE CEUX-CI.	20
G.17	POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE ET LA HAUTE DIRECTION DES ORGANISMES PUBLICS, FOURNIR LE DÉTAIL ET LA VENTILATION DES COÛTS, POUR 2022-2023, DU DÉMÉNAGEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT, DE LA RÉNOVATION ET AUTRES TRAVAUX EFFECTUÉS DANS LES ESPACES OCCUPÉS, INCLUANT : A. LES DATES DES TRAVAUX; B. LES COÛTS; C. LE NOM DE LA OU DES FIRMES AYANT EFFECTUÉ LES TRAVAUX.	21
G.18	LISTE DU PERSONNEL DE CABINET DE CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES DURANT L'ANNÉE 2022-2023, EN INDIQUANT POUR CHAQUE INDIVIDU : A. LA DATE DE L'ENTRÉE EN FONCTION ET LA DATE DE DÉPART, LE CAS ÉCHÉANT; B. LE TITRE DE LA FONCTION; C. L'ADRESSE DU PORT D'ATTACHE; D. LA MASSE SALARIALE TOTALE PAR CABINET; E. LE TRAITEMENT ANNUEL OU, SELON LE CAS, LES HONORAIRES VERSÉS; F. LA PRIME DE DÉPART VERSÉE, LE CAS ÉCHÉANT; G. LA LISTE DU PERSONNEL POLITIQUE, INCLUANT LE PERSONNEL DE SOUTIEN, QUI FAIT PARTIE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE QUELLE MASSE SALARIALE IL RELÈVE; H. LA DESCRIPTION DE TÂCHES; I. LE MONTANT DÉTAILLÉ DES SALAIRES, DES HONORAIRES ET DES CONTRATS DONNÉS PAR LE CABINET POUR 2022-2023; J. LE NOMBRE TOTAL D'EMPLOYÉS AU CABINET; K. LE NOM DES EMPLOYÉS BÉNÉFICIANT D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI PRÉVU POUR LA FONCTION OCCUPÉE; L. SI L'EMPLOYÉ A OU NON SIGNÉ LES DIRECTIVES DU PREMIER MINISTRE INTITULÉES DIRECTIVE SUR LA TRANSPARENCE ET L'ÉTHIQUE RELATIVEMENT À L'EXERCICE DES FONCTIONS DU PERSONNEL DES CABINETS DE MINISTRE ET DIRECTIVE CONCERNANT LES RÈGLES APPLICABLES LORS DE LA CESSATION D'EXERCICE DE CERTAINES FONCTIONS POUR L'ÉTAT.	22
G.19	LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES EN 2022-2023, PAR MOIS, À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE DU MINISTRE, DU MINISTRE DÉLÉGUÉ, DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, EN INDIQUANT : A. LE NOM DE L'ORGANISME CONCERNÉ OU DE LA PERSONNE; B. LA CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE; C. LE MONTANT ATTRIBUÉ; D. LE DÉTAIL DU PROJET VISÉ ET LE BUT POURSUIVI PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.	23
G.20	LISTE DU PERSONNEL HORS STRUCTURE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE, MAIS QUI N'OCCUPE AUCUN POSTE DANS CE MINISTÈRE : A. LE NOM DE LA PERSONNE; B. LE POSTE OCCUPÉ; C. LE SALAIRE DE BASE ET LES BONIS, LE CAS ÉCHÉANT; D. L'ASSIGNATION INITIALE ET L'ASSIGNATION ACTUELLE; E. LA DATE DE L'ASSIGNATION HORS STRUCTURE; F. LA DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION, S'IL Y A LIEU; G. LES PRÉVISIONS POUR 2023-2024.	24
G.21	LISTE DU PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), EN INDIQUANT : A. LE POSTE INITIAL; B. LE SALAIRE; C. LE POSTE ACTUEL, S'IL Y A LIEU; D. LA DATE DE LA MISE EN DISPONIBILITÉ; E. LES PRÉVISIONS POUR 2023-2024.	25
G.22	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS, ÉTABLISSEMENTS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR 2022-2023, LE NOMBRE D'OCCASIONNELS MIS À PIED DONT LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME A MIS FIN À L'EMPLOI OU DONT LE CONTRAT N'A PAS ÉTÉ RENOUVELÉ, EN PRÉCISANT LA OU LES RAISONS ET EN VENTILANT : A. PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, PERSONNEL DE SOUTIEN, FONCTIONNAIRES, ETC.); B. PAR CATÉGORIE D'ÂGE; C. PRÉVISIONS POUR 2023-2024.	26

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS		PAGE
G.23	LISTE DU PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE ET AFFECTÉ À D'AUTRES ORGANISMES PUBLICS, PARAPUBLICS, PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES, EN INDIQUANT : A. LE NOM DE LA PERSONNE; B. LE POSTE OCCUPÉ ET LE NOM DE L'ORGANISME; C. LE SALAIRE DE BASE ET LES BONIS, LE CAS ÉCHÉANT; D. L'ASSIGNATION INITIALE; E. L'ASSIGNATION ACTUELLE; F. LA DATE DE L'ASSIGNATION HORS STRUCTURE; G. LA DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION (S'IL Y A LIEU).	27
G.24	LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS AUX JOURNAUX, AUX REVUES MENSUELLES, AUX PUBLICATIONS (FORMAT PAPIER OU ÉLECTRONIQUE), AUX SITES SPÉCIALISÉS DE RECHERCHE SUR INTERNET (EUREKA, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES PUBLICS EN 2022-2023, EN PRÉCISANT POUR CHAQUE ABONNEMENT : A. LE COÛT DE CHACUN; B. LE FOURNISSEUR; C. LA NATURE DU SERVICE. D. S'IL A ÉTÉ RÉALISÉ PAR LE CABINET MINISTÉRIEL OU À SA DEMANDE. VENTILER LE MONTANT TOTAL PAR CATÉGORIE.	28
G.25	LES SOMMES DÉBOURSÉES PAR LE CABINET MINISTÉRIEL, LE MINISTÈRE OU LES ORGANISMES PUBLICS POUR L'ACHAT DE BILLETS DE SAISON, DE BILLETS DE SPECTACLES OU D'ÉVÉNEMENTS SPORTIFS ET CULTURELS, LES BILLETS D'ÉVÉNEMENTS ET DE CONFÉRENCES ORGANISÉES PAR LES CHAMBRES DE COMMERCE, POUR LA RÉSERVATION DE LOGES ET LES FRAIS PAYÉS AFIN DE DEVENIR MEMBRE D'UN CLUB PRIVÉ OU AUTRE.	30
G.26	POUR CHAQUE SITE INTERNET DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME PUBLIC (INCLUANT LES ÉVÉNEMENTS PONCTUELS), FOURNIR, ET CE DEPUIS L'EXISTENCE DU SITE : A. LE NOM DU SITE WEB; B. LE NOM DE LA FIRME OU DU PROFESSIONNEL, DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE; C. LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE; D. LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR; E. LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE (EN SPÉCIFIANT COMBIEN DE FOIS LE SITE A ÉTÉ REFAIT ET LES RAISONS DU CHANGEMENT); F. LA FRÉQUENCE JOURNALIÈRE, HEBDOMADAIRE ET MENSUELLE DES VISITES VENTILÉE PAR SECTION ET/OU PAGE DU SITE (NOMBRE DE « HITS »); G. LES COÛTS LIÉS À LA RÉSERVATION DE NOMS DE DOMAINES. H. LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR; I. LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE.	31
G.27	POUR 2022-2023, LES DÉPENSES EFFECTUÉES PAR MINISTÈRE POUR LES TOURNÉES, LES VISITES OU RENCONTRES MINISTÉRIELLES ET SOUS MINISTÉRIELLES DANS LES RÉGIONS DU QUÉBEC, EN PRÉCISANT : A. LES RÉGIONS ET LES VILLES VISITÉES; B. LES PERSONNES ET ORGANISMES RENCONTRÉS; C. POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS; D. LES RAISONS DU DÉPLACEMENT; E. L'ITINÉRAIRE ET LES DATES DU DÉPART ET/OU DU RETOUR; F. LES COÛTS VENTILÉS; G. LE CAS ÉCHÉANT, TOUT AUTRE COÛT VENTILÉ PAR POSTE : FRAIS D'HÉBERGEMENT, FRAIS DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.	34
G.28	LA LISTE EXHAUSTIVE DE TOUS LES MANDATS ET DOSSIERS ET DE TOUTES LES ACTIVITÉS CONFIÉES À CHAQUE ADJOINT PARLEMENTAIRE DES MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES POUR 2022-2023 : A. LE DÉTAIL DES MANDATS; B. LE COÛT (DÉPLACEMENTS, ETC.); C. LE NOMBRE DE RESSOURCES AFFECTÉES; D. LE NOMBRE DE RENCONTRES; E. LE NOMBRE D'ETC AFFECTÉ À CHAQUE MANDAT EN INDIQUANT LEUR FONCTION ET LEUR TITRE. F. L'OBJET; G. LES DATES.	35
G.29	LISTE DES ENTITÉS ADMINISTRATIVES CRÉÉES, FUSIONNÉES, SCINDÉES OU ABOLIES SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE EN PRÉCISANT LES COÛTS DE TRANSITION ET LES COÛTS DE FORMATION.	36
G.30	LE DÉTAIL DES CRÉDITS PÉRIMÉS ET REPORTÉS POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PAR ANNÉE BUDGÉTAIRE, ET CE, POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2022-2023 ET LES PRÉVISIONS POUR 2023-2024.	37
G.31	L'INVENTAIRE COMPLET DES SERVICES TARIFÉS QUE LE MINISTÈRE ET LES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX QUI RELÈVENT DU MINISTÈRE OFFRENT AUX CITOYENS ET LES TARIFS QU'ILS EXIGENT. LE COÛT UNITAIRE DE CHACUN DE CEUX-CI. LA LISTE DE TOUS LES REVENUS AUTONOMES (TARIFS, PERMIS, DROITS, REDEVANCES, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX QUI RELÈVENT DU MINISTÈRE POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET LES PROJECTIONS POUR L'ANNÉE 2023-2024.	38

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS		PAGE
G.32	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, UNE COPIE DU PLAN DE RÉDUCTION DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DEMANDÉ PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR 2022-2023 ET PRÉVISIONS POUR 2023-2024.	39
G.33	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, LES SOMMES REÇUES EN 2022-2023, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2023-2024 ET 2024-2025, EN PROVENANCE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU D'UN AUTRE GOUVERNEMENT. INDIQUER DE FAÇON VENTILÉE POUR CHAQUE PROGRAMME, ENTENTE OU AUTRE, LES SOMMES REÇUES, LA OU LES DATES DES VERSEMENTS ET À QUELLES FINS ELLES ONT ÉTÉ CONSACRÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.	40
G.34	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2022-2023, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), LE MONTANT TOTAL DES PRIMES AU RENDEMENT ET DES BONIS.	41
G.35	POUR CHAQUE CABINET MINISTÉRIEL, FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2022-2023 LE MONTANT TOTAL DES PRIMES AU RENDEMENT ET DES BONIS VERSÉS AU PERSONNEL DE CABINET.	42
G.36	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2022-2023, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), LE MONTANT TOTAL DES PRIMES DE DÉPART (ALLOCATIONS DE TRANSITION), INCLUANT LES MONTANTS VERSÉS POUR BRIS DE CONTRAT.	43
G.37	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME DONT LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC., FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2022-2023 LE MONTANT TOTAL ET LA VENTILATION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI DES AUGMENTATIONS DE SALAIRE.	44
G.38	LA LISTE EXHAUSTIVE DES PROGRAMMES MINISTÉRIELS EXISTANTS À LA FIN DE L'ANNÉE FINANCIÈRE 2022-2023 ET QUI N'ONT PAS ÉTÉ RECONDUITS INTÉGRALEMENT EN 2023-2024. POUR CHACUN DE CES PROGRAMMES EXISTANTS EN 2022-2023, DONNER LE COÛT DE RECONDUCTION INTÉGRAL ET LA DÉPENSE PRÉVUE AUX CRÉDITS 2023-2024, EN INCLUANT LES PROGRAMMES QUI ONT ÉTÉ ABOLIS ET POUR LESQUELS LA DÉPENSE SERA NULLE.	45
G.39	INDIQUER LES NOUVELLES INITIATIVES OU TOUTES MAJORATIONS APPORTÉES À UN PROGRAMME EXISTANT, LES MONTANTS EN CAUSE AINSI QUE LES MESURES PRISES POUR DÉGAGER LES SOMMES NÉCESSAIRES À LEUR FINANCEMENT.	46
G.40	CONCERNANT LES DÉPENSES EN INFORMATIQUE, POUR CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (INCLUANT LES AGENCES, SOCIÉTÉS, ÉTABLISSEMENTS, INSTITUTIONS OU AUTRES) : A. LA DÉPENSE TOTALE (OPÉRATION ET CAPITAL); B. LES GRANDS DOSSIERS EN COURS; C. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS ATTITRÉS AUX DOSSIERS INFORMATIQUES; D. PRÉCISER LE NOMBRE EN ÉQUIVALENT ETC ET COMPARAISON ENTRE LE NOMBRE DE RESSOURCES INTERNES ET EXTERNES DANS LE DOMAINE DES TI; E. LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES ATTITRÉS AUX DOSSIERS INFORMATIQUES.	47
G.41	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2022-2023 LE TAUX D'ABSENTÉISME EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.).	48
G.42	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC INCLUANT LES CABINETS MINISTÉRIELS ET MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES, LE NOMBRE TOTAL DE PERSONNES AYANT BÉNÉFICIÉ DU PAIEMENT DE COTISATION À UNE ASSOCIATION (ORDRE OU CORPORATION) PROFESSIONNELLE EN VERTU DE LA DIRECTIVE CONCERNANT LE PAIEMENT PAR LE GOUVERNEMENT DE COTISATIONS À DES ASSOCIATIONS (6-79) DU CONSEIL DU TRÉSOR OU DE TOUTE AUTRE DIRECTIVE PERMETTANT UN REMBOURSEMENT DE CES COTISATIONS, VENTILÉ PAR ASSOCIATION, ORDRE OU CORPORATION PROFESSIONNELLE EN INDIQUANT : A. LA DÉPENSE TOTALE RELATIVE AU PAIEMENT DES COTISATIONS ; B. LA LISTE DES ASSOCIATIONS, ORDRES OU CORPORATIONS PROFESSIONNELS AUXQUELS LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC A VERSÉ UN PAIEMENT POUR COTISATION.	49
G.43	POUR TOUT SONDAGE OU ENQUÊTE D'OPINION RÉALISÉS PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME, INDIQUER : A. LA DATE ; B. LA NATURE ; C. LES QUESTIONS POSÉES ; D. LES RÉPONSES ; E. LA FIRME RETENUE ; F. LES COÛTS.	50
G.44	POUR TOUTES DÉPENSES PUBLICITAIRES RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME, INDIQUER : A. LE POURCENTAGE DE CES DÉPENSES RÉALISÉES AU SEIN DE MÉDIAS COMMUNAUTAIRES ET LE MONTANT ; B. LE POURCENTAGE DE CES DÉPENSES RÉALISÉES SUR INTERNET ET LES MÉDIAS SOCIAUX ET LE MONTANT.	51
G.45	TOUT MONTANT DÉPENSÉ PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2022-2023 VISANT À COMPENSER LES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE PRODUITES DANS LE CADRE DES ACTIVITÉS DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME.	52

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS		PAGE
G.46	AU SUJET DU TRANSFERT D'EMPLOIS GOUVERNEMENTAUX EN RÉGION: A. FOURNIR TOUT SCÉNARIO ET ÉTUDE RÉALISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME AINSI QUE TOUTE ACTION RÉALISÉE EN 2022-2023; B. NOMBRE D'EMPLOIS GOUVERNEMENTAUX AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME QUI ONT ÉTÉ TRANSFÉRÉS EN RÉGION EN 2022-2023 EN PRÉCISANT LA RÉGION D'ORIGINE ET LA RÉGION DE DESTINATION; C. NOMBRE D'EMPLOIS TRANSFÉRÉS EN RÉGION DEPUIS LE 1ER OCTOBRE 2018.	53
G.47	POUR CHAQUE MESURE SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME CONTENUE DANS LES PLANS D'ACTIONS, LES RAPPORTS, LES POLITIQUES ET STRATÉGIES SUIVANTES, INDIQUER LE BUDGET PRÉVU, LES SOMMES INVESTIES EN 2022-2023 ET L'ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA MESURE : PLAN D'ACTION À L'ÉGARD DES PERSONNES HANDICAPÉES 2021-2024.	54
G.48	POUR CHAQUE MESURE SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME CONTENUE DANS LES PLANS D'ACTIONS, LES RAPPORTS, LES POLITIQUES ET STRATÉGIES SUIVANTES, INDIQUER LE BUDGET PRÉVU, LES SOMMES INVESTIES EN 2022-2023 ET L'ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA MESURE : PLAN D'ACTION DE DÉVELOPPEMENT DURABLE.	55
G.49	POUR CHAQUE MESURE SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME CONTENUE DANS LES PLANS D'ACTIONS, LES RAPPORTS, LES POLITIQUES ET STRATÉGIES SUIVANTES, INDIQUER LE BUDGET PRÉVU, LES SOMMES INVESTIES EN 2022-2023 ET L'ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA MESURE : PLAN D'ACTION EN OCCUPATION ET EN VITALITÉ DES TERRITOIRES 2018-2022.	56
G.50	POUR CHAQUE MESURE SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME CONTENUE DANS LES PLANS D'ACTIONS, LES RAPPORTS, LES POLITIQUES ET STRATÉGIES SUIVANTES, INDIQUER LE BUDGET PRÉVU, LES SOMMES INVESTIES EN 2022-2023 ET L'ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA MESURE : RAPPORT DE LA COMMISSION SPÉCIALE SUR LES DROITS DES ENFANTS ET DE LA PROTECTION DE LA JEUNESSE.	57
G.51	AU SUJET DES MESURES DE TÉLÉTRAVAIL OU DE TRAVAIL À DISTANCE, EN 2022-2023, AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME : A. NOMBRE TOTAL D'EMPLOYÉS AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME; B. NOMBRE D'EMPLOYÉS AU TOTAL EN AYANT BÉNÉFICIÉ; C. NOMBRE D'EMPLOYÉS EN BÉNÉFICIANT TOUJOURS AU 31 MARS 2023; D. PROPORTION DE L'EFFECTIF TOTAL DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN AYANT BÉNÉFICIÉ; E. NOMBRE D'EMPLOYÉS EN BÉNÉFICIANT : 1 JOUR PAR SEMAINE; 2 JOURS PAR SEMAINE; 3 JOURS PAR SEMAINE; 4 JOURS PAR SEMAINE; 5 JOURS PAR SEMAINE.	58
G.52	SOMMES DÉPENSÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2022-2023 EN MATIÈRE DE REMBOURSEMENT AUX EMPLOYÉS POUR L'ACHAT DE MATÉRIEL REQUIS POUR LE TÉLÉTRAVAIL.	59
G.53	CONCERNANT TOUTE MESURES DE SOUTIEN AUX EMPLOYÉS EN MATIÈRE DE SANTÉ MENTALE, AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN 2022-2023 : A. LES SOMMES DÉPENSÉES; B. LE NOMBRE DE DEMANDES AU PROGRAMME D'AIDE AUX EMPLOYÉS (PAE) C. LES SOMMES DÉPENSÉES SPÉCIFIQUEMENT EN RESSOURCES EXTERNES EN LA MATIÈRE.	60
G.54	POUR TOUT CONTRAT ACCORDÉ PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2022-2023 OU AYANT COURS EN 2022-2023 AUPRÈS DE LA FIRME MCKINSEY ET COMPAGNIE : A. COPIE DU CONTRAT; B. DATE DE FIN PRÉVUE DU CONTRAT; C. VALEUR PRÉVUE DU CONTRAT; D. SOMMES DÉPENSÉES À CE JOUR.	61
G.55	POUR TOUT CONTRAT ACCORDÉ PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2022-2023 OU AYANT COURS EN 2022-2023 AUPRÈS D'UNE FIRME DE CONSULTATION : A. COPIE DU CONTRAT; B. DATE DE FIN PRÉVUE DU CONTRAT; C. VALEUR PRÉVUE DU CONTRAT; D. SOMMES DÉPENSÉES À CE JOUR.	62
G.56	VEUILLEZ INDIQUER LES MONTANTS QUI ONT ÉTÉ ALLOUÉS À LA RÉMUNÉRATION DES STAGES. A. NOMBRE DE STAGIAIRES REÇUS; B. HEURES DE STAGES EFFECTUÉES; C. RÉMUNÉRATION TOTALE DÉBOURSÉE.	63
G.57	PROPORTION DU NOMBRE ET DE LA VALEUR DES CONTRATS CONCLUS DE GRÉ À GRÉ, DEPUIS 5 ANS.	64
G.58	INDIQUER LE NOMBRE ET LA VALEUR MONÉTAIRE DES CONTRATS OCTROYÉS À DES FIRMES-CONSEILS; FOURNIR LESDITS CONTRATS LE CAS ÉCHÉANT.	65
G.59	INDIQUER LE MONTANT DES DÉPENSES SUPPLÉMENTAIRES ENTRAINÉES PAR LA PANDÉMIE DE COVID-19.	66
G.60	INDIQUER LES DÉPENSES ENCOURUES EN VUE DE L'IMPLANTATION DU NOUVEAU RÉGIME DE DOTATION DÉCOULANT DE L'ADOPTION DU PROJET DE LOI 60 DE LA 42E LÉGISLATURE.	67
G.61	INDIQUER LE MONTANT DES AMENDES PERÇUES EN VERTU DE L'APPLICATION DES LOIS DONT VOTRE MINISTÈRE EST RESPONSABLE DE L'APPLICATION. VENTILER PAR LOI ET ARTICLES, DEPUIS 5 ANS.	68
G.62	INDIQUER LA VALEUR DES CONTRATS TOTAUX EN SOUS-TRAITANCE AINSI QUE LA PROPORTION DU TRAVAIL EFFECTUÉ PAR DES SOUS-TRAITANTS.	69
G.63	INDIQUER LA VALEUR TOTALE DES SERVICES TARIFÉS, ET VENTILER PAR CATÉGORIE.	70
G.64	INDIQUER LA VALEUR DES ACTIFS POSSÉDÉS; MEUBLES ET IMMEUBLES.	71
G.65	INDIQUER LES COÛTS DE SYSTÈME ESTIMÉS DEPUIS 5 ANS.	72

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS		PAGE
G.66	LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME EN 2022-2023 ET QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE AUTORISATION DU SOUS-MINISTRE, COMME IL EST PRÉVU À L'ARTICLE 17 DE LA LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS, EN INDIQUANT : A. LE NOMBRE D'AUTORISATIONS; B. LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME FAISANT L'OBJET DE CET OCTROI; C. LE NOM DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT ET FAISANT L'OBJET DE CET OCTROI; D. LE MONTANT ACCORDÉ; E. LES MOTIFS DE LA DEMANDE.	73
G.67	NOMBRE DE DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION PAR MINISTÈRE ET ORGANISME EN 2022-2023 : A. LE MONTANT TOTAL FACTURÉ ET RÉCOLTÉ DÉCOULANT DES DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION; B. LE NOMBRE DE REFUS (AVEC MENTION DE LA RAISON OU DE L'ARTICLE; C. LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE 20 JOURS; D. LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE 30 JOURS.	74
G.68	POUR 2022-2023, LE NOMBRE DE CADRES ET DE DIRIGEANTS DE LA FONCTION PUBLIQUE, INCLUANT LES SOUS-MINISTRES, À QUI LES SALAIRES SONT VERSÉS SANS QU'AUCUNE FONCTION OU TÂCHE NE LEUR SOIT ASSIGNÉE. POUR CHAQUE PERSONNE : A. FOURNIR LA LISTE DES NOMS, DES FONCTIONS PRÉCÉDENTES OCCUPÉES ET LA DATE DE CESSATION DES FONCTIONS; B. FOURNIR LA LISTE DES SALAIRES VERSÉS.	75
G.69	LA LISTE DES PERSONNES ET LE MANDAT DES COMITÉS FORMÉS PAR LE CONSEIL EXÉCUTIF, LES MINISTÈRES ET ORGANISMES AINSI QUE LES HONORAIRES VERSÉS À CES PERSONNES.	76

N.B. À MOINS D'INDICATION CONTRAIRE, LES DONNÉES PRÉSENTÉES DANS LE CADRE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS SONT ÉTABLIES EN DATE DU 28 FÉVRIER 2023.

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande non-répondue NR	# demande initiale des partis d'opposition	Questions 2023-2024 non répondues	Motif
NR1	PLQ-4	Liste des dépenses de publicité effectuées spécifiquement sur Internet (Facebook, Amazon, etc.) en indiquant : a) la ventilation des sommes dépensées pour 2022-2023 , et les prévisions pour 2023-2024 ; b) les noms des firmes de publicité retenues ; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) ; d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes ; e) le but visé par chaque dépense; f) le rapport de statistique sur la portée et la clientèle visée. Lorsque le contrat est conclu par l'intermédiaire d'une firme de publicité, détailler les publicités effectuées sur Internet.	Répondue par la réponse à la question 3
NR2	PLQ-7 PQ-6	La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant : a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024; b) le but visé par chaque dépense; c) la nature de la formation; d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation; e) les personnes qui ont reçu la formation ainsi que le titre de leur fonction.	Répondue par la réponse à la question 5
NR3	PLQ-15m PQ-16l	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions);	Répondue par la réponse à la question 13i
NR4	PQ-17c	Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2022-2023 et les indemnités de retraite qui seront versées.	Répondue par la réponse à la question 14a
NR5	PLQ-19	Portrait des actifs excédentaires, ratio location propriété et nouveau pied-carrés en propriété.	Répondue par la réponse à la question 16
NR6	PLQ-22 PQ-19	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2022-2023, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant : a) les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.	Répondue par la réponse à la question 17
NR7	PLQ-28 PQ-25	Pour chaque ministère et organisme depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par catégorie d'emploi, leur port d'attache (par exemple dans un bureau régional) ainsi que les prévisions pour 2023-2024.	Répondue par la réponse à la question 13o
NR8	PLQ-29 PQ-26	Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2023-2024, par mission.	Répondue par la réponse à la question 13i
NR9	PLQ-34 PQ-31	Nominations, pour 2022-2023, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée: a) la liste; b) le nom de la personne; c) les mandats de chacune de ces personnes; d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat; e) le résultat du travail effectué; f) les échéances prévues; g) les sommes impliquées.	Répondue par la réponse à la question 6
NR10	PLQ-52	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).	Répondue par la réponse à la question 37
NR11	PLQ-70	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 au sujet de l'acquisition de matériel pour fins de télétravail (Tablettes, cellulaires, aménagement de bureau, remboursement de frais d'internet, etc.)	Répondue par la réponse à la question 6
NR12	PLQ-71	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 en matière de sécurité informatique en spécifiant précisément les sommes dépensées en frais de consultants en sécurité informatique.	Répondue par la réponse à la question 6
NR13	PLQ-72	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 pour l'acquisition de services de vidéo-conférence (ZOOM, Teams, etc.) : a) Liste des contrats; b) Nom du fournisseur; c) Montant déboursé.	Répondue par la réponse à la question 6
NR14	QS-1	Nombre de postes ouverts pour l'année financière et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Répondue par la réponse à la question 13i
NR15	QS-2	Nombre de postes total et proportion de postes non comblés.	Répondue par la réponse à la question 13q
NR16	QS-9	Indiquer le montant et la proportion des acquisitions de marchés publics de votre ministère selon la provenance du bien ou service acquis, depuis 5 ans. Ventiler en biens et services.	Répondue par la réponse à la question 6
NR17	QS-13	Indiquer les dépenses encourues au titre de tout « Programme d'aide aux employés » (PAE) depuis 5 ans.	Répondue par la réponse à la question 53
NR18	QS-16	Indiquer la superficie et les dépenses encourues relativement aux locaux physiques utilisés par votre ministère, depuis 5 ans.	Répondue par la réponse à la question 15
NR19	QS-25	Indiquer le coût de reconduction des programmes estimés depuis 5 ans.	Répondue par la réponse à la question 38
NR20	QS-26	Énumérer chaque direction régionale, en indiquant le territoire couvert par celle-ci, la municipalité d'établissement, le titulaire du poste de direction et l'effectif équivalent à temps complet.	Répondue par la réponse à la question 13i
NR21	PQ-11	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2022-2023, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat; c) leur mandat et le résultat (rapport ou document final); d) le coût; e) l'échéancier; f) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.	Répondue par la réponse à la question 6
NR22	PLQ-49a	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : a) le Fonds d'électrification et de changements climatiques.	Répondue par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs
NR23	PLQ-49b PQ-53	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : b) le Fonds des ressources naturelles	Répondue par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts
NR24	PLQ-49c	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : c) le Fonds de transition, d'innovation et d'efficacité énergétiques.	Répondue par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs
NR25	PLQ-49d	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : d) le Fonds du Plan Nord.	Répondue par la Société du Plan Nord
NR26	PLQ-50 PQ-54	Pour chacune des cinq années, les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.	Répondue par le ministère de la Justice
NR27	PLQ-64a	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : a) Opération main-d'œuvre – Mesures ciblées pour certains secteurs prioritaires.	Répondue par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
NR28	PLQ-64b	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : b) Plan culturel numérique du Québec.	Répondue par le ministère de la Culture et des Communications
NR29	PLQ-64c	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : c) Plan d'action 2018-2023 de la Politique bioalimentaire.	Répondue par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec
NR30	PLQ-64d	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : d) Plan d'action 2018-2023 de la Politique de mobilité durable 2030.	Répondue par le ministère des Transports et de la Mobilité durable

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande non-répondue NR	# demande initiale des partis d'opposition	Questions 2023-2024 non répondues	Motif
NR31	PLQ-64f	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : f) Plan d'action concernant les conditions de détention, l'administration de la justice et la prévention de la criminalité au Nunavik.	Répondue par le ministère de la Sécurité publique
NR32	PLQ-64g	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : g) Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2020-2025.	Répondue par le ministère de la Famille
NR33	PLQ-64i	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : i) Plan d'action des services publics d'emplois 2022-2023.	Répondue par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
NR34	PLQ-64j	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : j) Plan d'action en économie numérique.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR35	PLQ-64k	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : k) Plan d'action en matière de sécurité civile relatif aux inondations.	Répondue par le ministère de la Sécurité publique
NR36	PLQ-64m	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : m) Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs.	Répondue par le ministère de la Sécurité publique
NR37	PLQ-64n	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : n) Plan d'action gouvernemental de simplification des démarches administratives à la suite d'un décès 2022-2027.	Répondue par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
NR38	PLQ-64o	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : o) Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2020-2025.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR39	PLQ-64p	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : p) Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire.	Répondue par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
NR40	PLQ-64q	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : q) Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire et administratif 2020-2025.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR41	PLQ-64r	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : r) Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023 : «Contre la violence conjugale, Agissons».	Répondue par le Secrétariat à la condition féminine
NR42	PLQ-64s	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : s) Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022 «Faire plus, faire mieux».	Répondue par le Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuit
NR43	PLQ-64t	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : t) Plan d'action gouvernemental pour lutter contre la maltraitance envers les personnes aînées.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR44	PLQ-64u	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : u) Plan d'action interministériel concerté en reconnaissance des compétences des personnes immigrantes.	Répondue par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration
NR45	PLQ-64v	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : v) Plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter ».	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR46	PLQ-64w	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : w) Plan d'action interministériel en itinérance 2021-2026.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR47	PLQ-64x	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : x) Plan d'action interministériel en santé mentale 2022-2026.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR48	PLQ-64y	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : y) Plan d'action interministériel 2022-2025 de la Politique gouvernementale de prévention en santé.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR49	PLQ-64z	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : z) Plan d'action pour l'industrie du transport terrestre et de la mobilité durable 2018-2023.	Répondue par le ministère des Transports et de la Mobilité durable
NR50	PLQ-64aa	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : aa) Plan d'action pour la croissance des investissements étrangers et des exportations 2020-2025.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR51	PLQ-64bb	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : bb) Plan d'action pour la croissance et les technologies propres 2018-2023.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR52	PLQ-64cc	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : cc) Plan d'action pour la promotion internationale de l'agrotourisme et du tourisme gourmand 2022-2025.	Répondue par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie
NR53	PLQ-64dd	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : dd) Plan d'action pour valoriser la pratique d'activités physiques, sportives et récréatives au Québec 2022-2027.	Répondue par le ministère des l'Éducation
NR54	PLQ-64ee	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ee) Plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et d'accroître la sécurité des victimes 2020-2025.	Répondue par le Secrétariat à la condition féminine
NR55	PLQ-64ff	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ff) Plan d'action 2018-2023 : «Un Québec pour tous les âges».	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR56	PLQ-64gg	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : gg) Plan de protection du territoire face aux inondations : des solutions durables pour mieux protéger nos milieux de vie.	Répondue par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation
NR57	PLQ-64hh	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : hh) Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec.	Répondue par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande non-répondue NR	# demande initiale des partis d'opposition	Questions 2023-2024 non répondues	Motif
NR58	PLQ-64ii	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ii) Plan pour une agriculture durable 2020-2030.	Répondue par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec
NR59	PLQ-64jj	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : jj) Plan pour une économie verte 2020-2030.	Répondue par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs
NR60	PLQ-64kk	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : kk) Plan québécois en entrepreneuriat 2022-2025.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR61	PLQ-64ll	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ll) Plan québécois pour la valorisation des minéraux critiques et stratégiques 2020-2025.	Répondue par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts
NR62	PLQ-64mm	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : mm) Politique culturelle du Québec.	Répondue par le ministère de la Culture et des Communications
NR63	PLQ-64nn	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : nn) Rapport « Le racisme au Québec, Tolérance Zéro » du Groupe d'action contre le racisme.	Répondue par le Bureau de coordination de la lutte contre le racisme
NR64	PLQ-64pp	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : pp) Rapport du Comité d'experts sur l'accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale « Rebâtir la confiance ».	Répondue par le Secrétariat à la condition féminine
NR65	PLQ-64qq	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : qq) Recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.	Répondue par le Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuit
NR66	PLQ-64rr	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : rr) Recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens).	Répondue par le Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuit
NR67	PLQ-64ss	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ss) Stratégie d'aménagement durable des forêts.	Répondue par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts
NR68	PLQ-64tt	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : tt) Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers.	Répondue par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts
NR69	PLQ-64uu	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : uu) Stratégie de transformation numérique gouvernementale 2019-2023.	Répondue par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique
NR70	PLQ-64vv	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : vv) Stratégie maritime 2015-2030.	Répondue par par le ministère des Transports et de la Mobilité durable
NR71	PLQ-64ww	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ww) Stratégie nationale d'achats d'aliments québécois.	Répondue par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec
NR72	PLQ-64xx	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : xx) Stratégie nationale de production de bois.	Répondue par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts
NR73	PLQ-64yy	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : yy) Stratégie nationale sur la main-d'œuvre 2018-2023.	Répondue par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
NR74	PLQ-64zz	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : zz) Stratégie pour un Québec sans tabac 2020-2025.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR75	PLQ-64aaa	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : aaa) Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR76	PLQ-64bbb	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : bbb) Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR77	PLQ-64ccc	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ccc) Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030.	Répondue par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs
NR78	PLQ-64ddd	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ddd) Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation 2017-2022.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR79	PLQ-64eee	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : eee) Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR80	PLQ-64fff	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : fff) Vision internationale du Québec et du Plan d'action pour la relance des exportations.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour le "Plan d'action pour la relance des exportations" et par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie pour la "Vision internationale du Québec"
NR81	QS-5	Fournir le budget concernant la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région, en indiquant : a) le nombre total de véhicules; b) le nombre de véhicules hybrides rechargeables; c) le nombre de véhicules électriques.	Répondue par le ministère des Transports et de la Mobilité durable pour tous les ministères et organismes
NR82	QS-6	Fournir les dépenses allouées à la consultation avec les Autochtones. a) Fournir la liste des projets du ministère ayant inclus une consultation des représentants autochtones.	Répondue par le Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuit
NR83	QS-7	Fournir le budget réservé à la réalisation d'analyses différenciées selon les sexes (ADS+). Donner le budget de ces analyses en ETC ou le montant des contrats octroyés.	Répondue par le Secrétariat à la condition féminine
NR84	QS-8	Indiquer les dépenses encourues par votre ministère dans le cadre des missions prévues au Plan national de sécurité civile (PNSC) du gouvernement du Québec dans lesquelles le ministère est impliqué depuis 5 ans.	Répondue par le ministère de la Sécurité publique

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande non-répondue NR	# demande initiale des partis d'opposition	Questions 2023-2024 non répondues	Motif
NR85	QS-17	Indiquer les dépenses encourues pour le soutien législatif apporté par votre ministère dans le développement et l'étude des différentes législations adoptées.	Répondue par le ministère de la Justice
NR86	PQ-9	Liste détaillée de tous les contrats accordés en vertu des articles 118 et 123 de la Loi sur la santé publique, en indiquant : a) le nom du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût; d) l'état de prestation des services; e) l'échéancier.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR87	PQ-45	Pour 2022-2023, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.	Répondue par le ministère du Conseil exécutif
NR88	PQ-50	Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024.	Répondue par le ministère des Transports et de la Mobilité durable
NR89	PQ-51	Ventilation du budget du ministère consacrée à la Stratégie maritime pour 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024.	Répondue par le ministère des Transports et de la Mobilité durable
NR90	PQ-52	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.	Répondue par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs
NR91	PLQ-15h PQ-16g	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR92	PLQ-15s	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : t) le nombre de griefs syndicaux reçus par direction;	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR93	PLQ-18	Estimation des besoins en superficie du ministère ou de l'organisme pour l'année financière en cours et pour les cinq prochaines années compte tenu de l'activité réalisée en télétravail.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR94	PLQ-38 PQ-36	La liste des ententes et leur nature, signées en 2022-2023 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR95	PLQ-54	Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2022-2023 en indiquant pour chacun : a) le sujet ; b) la ou les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé ; c) les coûts reliés à sa réalisation ; d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu. Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR96	PLQ-56	La liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR97	PLQ-57	Pour chaque rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, pour chaque rencontre diplomatique et sommet gouvernemental, pour chaque grande rencontre politique et négociation importante de toute nature auxquels prend part le gouvernement du Québec, indiquer : a) La date ; b) La nature ; c) Les participants ; d) Si l'événement a eu lieu sur le territoire de la Capitale-Nationale, conformément à l'article 4 de la Charte de la Ville de Québec, capitale nationale du Québec.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR98	PLQ-61	Tout portrait de l'empreinte carbone du ministère ou l'organisme réalisé en 2022-2023.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR99	PLQ-63	Copie des objectifs d'exemplarité et des indicateurs permettant de mesurer l'atteinte de ceux-ci en vertu de l'article 13.1 de la Charte de la langue française;	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR100	PLQ-65	Toute action, note, ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 en application de l'analyse différenciée selon les sexes (ADS+)	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR101	PLQ-66	Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 au sujet de l'électrification des transports.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR102	PLQ-67	Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 au sujet de la reconnaissance des acquis et des compétences.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR103	PLQ-68	Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 au sujet de la rétention des travailleurs d'expérience.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR104	QS-3	Nombre de postes dont le titulaire habituel est absent en raison d'un manque de places en service de garde.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR105	QS-18	Indiquer le nombre de membres d'un ordre professionnel, par ordre.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR106	QS-20	Indiquer le personnel affecté aux enquêtes et à la surveillance de l'application de la loi.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR107	QS-23	Indiquer le bilan des efforts de diminution d'émission de GES au sein du ministère ou de l'organisme.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR108	PQ-47	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR109	PQ-55	Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2022-2023, indiquer le nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues, le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d'actes répréhensibles visée à l'article 4 de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (2016, chapitre 34).	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits

G.1 LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2022-2023 :

A. LES ENDROITS ET DATES DE DÉPART ET DE RETOUR;
B. LA COPIE DES PROGRAMMES ET RAPPORTS DE MISSION;
C. LES PERSONNES RENCONTRÉES;
D. LE COÛT (AVEC UNE VENTILATION PAR POSTE : FRAIS DE DÉPLACEMENT, D'HÉBERGEMENT, DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.);
E. LES NOMS DES MINISTRES, DÉPUTÉS, DES MEMBRES DU PERSONNEL DE CABINET, DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS (AVEC LEUR TITRE) ET DES AUTRES PARTICIPANTS (AVEC LEUR TITRE) REGROUPÉS PAR MISSION;
F. LE MONTANT DÉPENSÉ POUR L'ACHAT DE CRÉDITS CARBONE VISANT À COMPENSER LES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE GÉNÉRÉS PAR LE VOYAGE;
G. POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS;
H. LA LISTE DES ENTENTES SIGNÉES OU ANNONCÉES, LE CAS ÉCHÉANT;
- **LES DÉTAILS DE CES ENTENTES;**
- **LES RÉSULTATS OBTENUS À CE JOUR;**

I. INVESTISSEMENTS ANNONCÉS, LE CAS ÉCHÉANT, AINSI QUE LE NOMBRE D'EMPLOIS ESTIMÉS;

NOM/DIRECTION	ENDROIT	DATE	COÛT	OBJET
GINETTE GALARNEAU, PRÉSIDENTE-DIRECTRICE GÉNÉRALE	- PARIS (FRANCE) - VILLERS-COTTERÊTS (FRANCE) - MONS (BELGIQUE)	4 AU 15 OCTOBRE 2022	4 775 $	- RENCONTRE ANNUELLE ET COLLOQUE DES MEMBRES DU RÉSEAU DES ORGANISMES FRANCOPHONES DE POLITIQUE ET D'AMÉNAGEMENT LINGUISTIQUES (OPALE), LES 12, 13 ET 14 OCTOBRE 2022 À MONS, EN BELGIQUE - VISITE DE LA CITÉ INTERNATIONALE DE LA LANGUE FRANÇAISE À VILLERS-COTTERÊTS AVEC LE DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL, M. PAUL DE SINETY, DE LA DÉLÉGATION GÉNÉRALE À LA LANGUE FRANÇAISE ET AUX LANGUES DE FRANCE, LE 7 OCTOBRE 2022
WIM REMYSEN, PROFESSEUR TITULAIRE AU DÉPARTEMENT DES ARTS, LANGUES ET LITTÉRATURES DE L'UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE	- PARIS (FRANCE) - VILLERS-COTTERÊTS (FRANCE) - MONS (BELGIQUE)	12 AU 15 OCTOBRE 2022	1 707 $	- CONFÉRENCIER DU QUÉBEC AU COLLOQUE DES MEMBRES DU RÉSEAU DES ORGANISMES FRANCOPHONES DE POLITIQUE ET D'AMÉNAGEMENT LINGUISTIQUES (OPALE), LE 13 OCTOBRE 2022 À MONS, EN BELGIQUE
MARIE-ÈVE BISSON, COORDONNATRICE DE LA TOPONYMIE MUNICIPALE ET DE LA COOPÉRATION – COMMISSION DE TOPONYMIE	OTTAWA (ONTARIO) CANADA	3 AU 7 OCTOBRE 2022	1 459 $	- RÉUNION ANNUELLE DE LA COMMISSION DE TOPONYMIE DU CANADA - FAIRE LE BILAN DES ACTIVITÉS LIÉES AU PLAN STRATÉGIQUE DE LA COMMISSION DE TOPONYMIE DU CANADA - ÉCHANGER SUR LES PROCÉDURES DE TRAITEMENT GÉOGRAPHIQUE UTILISÉES PAR LES DIFFÉRENTES AUTORITÉS, NOTAMMENT EN MATIÈRE DE TOPONYMIE AUTOCHTONE, SUR LES POLITIQUES CARTOGRAPHIQUES ET TERMINOLOGIQUES, SUR LES PROJETS DE RECHERCHE EN COURS, ETC.

LES RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES MINISTRES, LES TITULAIRES D'UN EMPLOI SUPÉRIEUR ET LEURS ACCOMPAGNATEURS, EN RÉPONSE À CETTE QUESTION, SONT DIFFUSÉS SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DE L'OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE EN VERTU DU *RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION DE L'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS* (ARTICLE 4, PARAGRAPHE 18), À L'ADRESSE HTTP://WWW.OQLF.GOUV.QC.CA/RDIPRP/DONNEES.ASPX. EN CE QUI CONCERNE LA SOUS-QUESTION F), L'INFORMATION FOURNIE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LA RÉPONSE À LA QUESTION 45.

G.2 POUR CHACUN DES VOYAGES FAITS EN AVION OU EN HÉLICOPTÈRE PAR CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES, DES MEMBRES DES CABINETS MINISTÉRIELS AU QUÉBEC ET DES DIRIGEANTS D'ORGANISMES POUR 2022-2023 :

- **A. LES RAISONS DU DÉPLACEMENT**
- **B. L'ITINÉRAIRE ET LES DATES DU DÉPART ET/OU DU RETOUR;**
- **C. LES COÛTS VENTILÉS;**
- **D. LE CAS ÉCHÉANT, TOUT AUTRE COÛT VENTILÉ PAR POSTE : FRAIS D'HÉBERGEMENT, FRAIS DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.**

AUCUN.

G.3 LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT CELLES SUR INTERNET), EN ARTICLES PROMOTIONNELS ET EN COMMANDITES POUR CHAQUE MINISTÈRE (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) ET ORGANISME. FOURNIR LA LISTE DÉTAILLÉE DE CES DÉPENSES EN INDIQUANT :

- **A. LA VENTILATION DES SOMMES DÉPENSÉES POUR 2022-2023, ET LES PRÉVISIONS POUR 2023-2024;**
- **B. LES NOMS DES FIRMES DE PUBLICITÉ RETENUES;**
- **C. LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI POUR CHACUN (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);**
- **D. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;**
- **E. DANS LE CAS D'UNE COMMANDITE, LA RAISON ET LE NOM DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE;**
- **F. LE COÛT TOTAL ET VENTILÉ POUR LES COMMUNIQUÉS DE PRESSE.**

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE WEB DE L'OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE EN VERTU DU *RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS* (ARTICLE 4, PARAGRAPHE 24), À L'ADRESSE OQLF.GOUV.QC.CA/RDIPRP/DONNEES.ASPX.

POUR LES CONTRATS DE PLUS DE 25 000 $, L'INFORMATION SE TROUVE AUX ENGAGEMENTS FINANCIERS QUI FERONT L'OBJET D'UNE ÉTUDE PARTICULIÈRE PAR LA COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE ET EST DIFFUSÉE MENSUELLEMENT SUR LE SITE DE L'OFFICE : HTTPS://WWW.OQLF.GOUV.QC.CA/RDIPRP/CONTRATS.ASPX. POUR LES CONTRATS DE 25 000 $ ET MOINS, CEUX-CI PEUVENT ÊTRE CONCLUS DE GRÉ À GRÉ.

LES COÛTS RELIÉS AUX FRAIS DE PUBLICITÉ CONCERNANT LES BUREAUX DE CIRCONSCRIPTION SONT RÉGIS PAR LE *RÈGLEMENT SUR LES ALLOCATIONS AUX DÉPUTÉS ET AUX TITULAIRES DE CABINET ET SUR LES SOMMES VERSÉES À DES FINS DE RECHERCHE ET DE SOUTIEN* DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

G.4 LISTE DES DÉPENSES POUR L'ORGANISATION ET LA TENUE DE CONFÉRENCES DE PRESSE, D'ÉVÉNEMENTS MÉDIATIQUES OU AUTRES ÉVÉNEMENTS (SOMMETS, CONGRÈS, CONFÉRENCES, ETC.) SÉPARÉMENT :

PAR LE CABINET MINISTÉRIEL :

- **A. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2022-2023 ET LES PRÉVISIONS POUR 2023-2024, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;**
- **B. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;**
- **C. LE NOMBRE TOTAL ET LA LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉ PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;**
- **D. SI L'ÉVÉNEMENT S'EST TENU VIRTUELLEMENT.**

PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME :

- **E. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2022-2023 ET LES PRÉVISIONS POUR 2023-2024, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;**
- **F. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;**
- **G. LE NOMBRE TOTAL ET LA LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉ PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;**
- **H. SI L'ÉVÉNEMENT S'EST TENU VIRTUELLEMENT.**

PAR UN PROFESSIONNEL OU PAR UNE FIRME EXTERNE :

- **I. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2022-2023 ET LES PRÉVISIONS POUR 2023-2024, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;**
- **J. LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME DE PUBLICITÉ;**
- **K. LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION, CONTRAT NÉGOCIÉ);**
- **L. LA LISTE ET LES NOMS DES FOURNISSEURS ET CONSULTANTS, S'IL Y A LIEU, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHIES, DES VIDÉOS, ETC.;**
- **M. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;**
- **N. LE NOMBRE TOTAL ET LISTE D'ÉVÉNEMENTS VENTILÉ PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;**
- **O. SI L'ÉVÉNEMENT S'EST TENU VIRTUELLEMENT.**

TYPE D'ÉVÉNEMENT	OBJECTIF	DATE	LIEU	MODE	COÛT
CÉRÉMONIE PROTOCOLAIRE DE DÉSIGNATION TOPONYMIQUE COMMÉMORATIVE EN HOMMAGE À MARC-ANDRÉ BÉDARD	COMMÉMORATION DE L'ANCIEN MINISTRE DE LA JUSTICE MARC-ANDRÉ BÉDARD (1976-1984) ET DÉVOILEMENT D'UNE PLAQUE EN SON HONNEUR. LE PALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC A ÉTÉ NOMMÉ **ÉDIFICE MARC-ANDRÉ-BÉDARD**, EN SA MÉMOIRE.	17 AOÛT 2022	PALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC, ÉDIFICE MARC-ANDRÉ-BÉDARD.	PRÉSENTIEL	903,73 $

G.5 LA LISTE DES DÉPENSES EN FORMATION DE COMMUNICATION :

ORGANISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME :

A. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2022-2023 ET LES PRÉVISIONS POUR 2023-2024, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;
B. LE BUT RECHERCHÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
C. LE NOMBRE TOTAL ET LA LISTE DES FORMATIONS VENTILÉE PAR CATÉGORIE.

DONNÉES PAR UN PROFESSIONNEL OU UNE FIRME EXTERNE :

D. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2022-2023 ET LES PRÉVISIONS POUR 2023-2024;
E. LE NOM DE LA OU DES FIRMES DE PUBLICITÉ OU DE COMMUNICATIONS;
F. LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);
G. LA LISTE ET LES NOMS DES FOURNISSEURS ET/OU DES CONSULTANTS, S'IL Y A LIEU;
H. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
I. LE NOMBRE TOTAL ET LISTE DES FORMATIONS VENTILÉE PAR CATÉGORIE.

ORGANISÉE PAR L'OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE
AUCUNE.

DONNÉES PAR UNE FIRME EXTERNE

FOURNISSEURS	TITRE DE LA FORMATION	COÛT	BUT VISÉ
ACTI-COM	ÉCRITURE STRATÉGIQUE	7 200 $	RÉDIGER DE FAÇON STRATÉGIQUE.
GROUPE FORMACRO INC.	QUALITÉ ET EXCELLENCE DU SERVICE À LA CLIENTÈLE	10 750 $	OFFRIR UN BON SERVICE À LA CLIENTÈLE DE L'OFFICE.
CÉGEP DE SAINT-JÉRÔME	GÉRER LES COMPORTEMENTS AGRESSIFS ET VULNÉRABLES	1 280 $	GÉRER LES COMPORTEMENTS AGRESSIFS ET À RISQUE LORS DES COMMUNICATIONS AVEC LA CLIENTÈLE.
UNIVERSITÉ LAVAL	RÉDIGER POUR CONVAINCRE : PRINCIPES DE RÉDACTION STRATÉGIQUE	465 $	DÉVELOPPER OU PARFAIRE LES COMPÉTENCES EN RÉDACTION STRATÉGIQUE.
ACADÉMIE DE LA TRANSFORMATION NUMÉRIQUE	RÉDACTION EN ENVIRONNEMENT NUMÉRIQUE	190 $	DÉVELOPPER UN STYLE DE RÉDACTION INTERACTIF, MODULAIRE ET COLLABORATIF.
ACCENT FORMATION	RÉDACTION ADMINISTRATIVE (STRUCTURER DES TEXTES INFORMATIFS)	495 $	AMÉLIORER LES COMPÉTENCES EN RÉDACTION DE LETTRES, DE NOTES DE SERVICE OU DE TOUT AUTRE DOCUMENT INFORMATIF. APPRENDRE À PRÉCISER LES PROPOS, À ORGANISER LES IDÉES CLAIREMENT ET À RENDRE LES CONTENUS PERCUTANTS.
LES CONSULTANTS VERRET INC.	CLIENTÈLE DIFFICILE : INTERVENIR DE FAÇON COURTOISE ET SÉCURITAIRE	3 790 $	DÉVELOPPER LES COMPÉTENCES EN MATIÈRE DE GESTION DE LA CLIENTÈLE DIFFICILE.

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST EN PARTIE INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DE L'OFFICE EN VERTU DU *RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS* (ARTICLE 4, PARAGRAPHES 22 ET 23), À L'ADRESSE WWW.OQLF.GOUV.QC.CA/RDIPRP/DONNEES.ASPX.

G.6 LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME, Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL EN 2022-2023, EN INDIQUANT :

- **A. LES NOMS DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME;**
- **B. LES NOMS DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT, LEUR MANDAT ET LE RÉSULTAT (RAPPORT OU DOCUMENT FINAL);**
- **C. LE DÉTAIL DES TRAVAUX OU SERVICES EFFECTUÉS (BUT VISÉ);**
- **D. LA DATE D'OCTROI DU CONTRAT;**
- **E. LE COÛT TOTAL, Y COMPRIS LES AVENANTS ET/OU SUPPLÉMENTS;**
- **F. L'ÉCHÉANCIER;**
- **G. DANS LE CAS D'UN OCTROI PAR SOUMISSION, FOURNIR LE NOM DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS.**

LORSQUE LE CONTRAT EST OCTROYÉ PAR LE CABINET MINISTÉRIEL, L'INDIQUER.

FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT
Luc Melanson	Création d'illustrations pour le livret « Dis-moi dix mots à tous les temps »	8 300 $
Ordre des traducteurs, terminologues et interprètes agréés du Québec	Location d'un kiosque pour le Congrès de l'Ordre des traducteurs, terminologues et interprètes du Québec	1 400 $
Le Groupe FormaCRO Inc.	Formation intitulée « Qualité et excellence du service à la clientèle : attitudes et techniques »	4 500 $
Protocole - Trophées d'exception inc.	Production des trophées des Mérites Francopub	1 125 $
Échantillonneur ASDE inc.	Échantillon aléatoire de codes postaux uniques pour le sondage « langue d'accueil et de service » dans six régions du Québec	1 350 $
Les Solutions Vumetric inc.	Tests d'intrusion sur la Vitrine linguistique	9 200 $
Entreprises Bryan Perro inc.	Création de deux nouvelles s'adressant principalement à un public adolescent et de lecteurs plus jeunes	2 000 $
OKIOK	Tests d'intrusion sur des pare-feu FortiGate	11 745 $
Frédéric Lavoie, photographe	Prise de photos officielles lors du dévoilement de la plaque commémorative en hommage à Marc-André Bédard	250 $

FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT
Diane Mérineau, rédactrice-réviseure	Conception des dix jeux linguistiques, du concours grand public, du concours destiné au personnel et du texte de la page d'accueil des jeux du site de la Francofête	10 000 $
Mélissa Guay	Révision linguistique de textes sur demande	275 $
Delphine Meier	Création d'une affiche pour publication dans les cahiers de l'Association québécoise des professeurs de français	500 $
Chantal McMillan	Création d'illustrations pour le vocabulaire de l'imagerie médicale	14 000 $
Sans Cravate	Création de l'affiche de la Francofête 2023, ainsi que des déclinaisons de celle-ci, pour l'habillage du site internet	2 500 $
Révision AM	Révision linguistique de textes sur demande	5 000 $
Cégep de Saint-Jérôme	Formation s'adressant aux personnes qui peuvent être confrontées à des clients difficiles, vulnérables ou agressifs	1 310 $
Revenu Québec	Numérisation des documents	22 127 $
Delphine Meier	Création du logo du Concours de créativité lexicale 2023	4 000 $
Cynthia Barré-Benoit	Travaux sur la présentation des données de l'Office pour la conférence de la PDG dans le cadre du colloque d'OPALE 2022	10 000 $
CPS Média inc.	Location d'un kiosque pour le Grand rendez-vous 2022 - CNESST	1 575 $
École de technologie supérieure	Formation : « L'art de la négociation »	11 750 $
Association québécoise des professeurs de français [A.Q.P.F.]	Location d'un kiosque pour le Salon de l'Association québécoise des professeurs de français	1 260 $
Statistique Canada	Fournir un échantillon des municipalités reconnues ayant moins de 50 % d'anglophones	558 $
Clientis, développement d'affaires inc.	Appel de candidatures des Mérites du français 2022	5 725 $
Alithya Canada inc.	Licence Alithya GoTest pour douze mois	5 490 $
Robert Devost Graphiste inc.	Contrat à exécution sur demande de design graphique	24 999 $

FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT
Documens traductions inc.	Services de traduction de textes divers sur demande	3 000 $
Lifework	Services du programme d'aide aux employés	20 000 $
Mélissa Guay	Révision linguistique de textes sur demande	5 000 $
Communications Imago inc.	Production d'une vidéo d'animation pour présenter les vocabulaires des professions de l'Office québécois de la langue française	8 000 $
ITI inc.	Banques d'heures de services professionnels en technologies d'information	7 000 $
Gestar inc.	Soutien annuel du logiciel Documentik	1 065 $
Softchoice LP	Abonnement à un produit AdobeCC pour 2022-2023	1 272 $
Immigrant Québec	Location d'un kiosque pour le Salon de l'immigration	3 115 $
Courrier parlementaire (Publication Mass-Média inc.)	Licence et abonnement pour la revue de presse pour la saison 2022-2023	2 100 $
Regroupement de Réseaux en Santé des personnes au Travail	Accès à une plateforme en matière de santé et mieux-être (Lifespeak) 2022-2023	3 640 $
Hébergement Web Canada	Hébergement pour le système SGMPE 2022-2023	5 335 $
Le Groupe Momentum	Entretien périodique et réparation	4 900 $
Delphine Meier	Création de l'affiche du Concours de créativité lexicale 2023	6 000 $
Nicole Filion	Conseils juridiques, accompagnement et soutien en matière d'accès aux documents et de protection des renseignements personnels	19 250 $
Substance 9428-1227 Québec inc.	Services de production vidéo et modification pour trois capsules vidéo Mémo	2 200 $
Québec Vert (002)	Réservation d'un kiosque à « l'Expo Québec Vert » pour les 2, 3 et 4 novembre 2022	1 865 $
Bzoing Design	Création d'une animation pour les cartes des fêtes	2 500 $

FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT
Altitude C INC.	Création d'une vidéo promotionnelle pour l'appel de candidatures du Gala des Mérites du français 2023	5 500 $
Chantal McMillan	Création d'illustrations pour le vocabulaire du travail social	13 000 $
Association des directeurs municipaux du Québec (ADMQ)	Réservation d'un kiosque pour le Salon des fournisseurs municipaux 2023 de l'ADMQ	2 590 $
Fonds des biens et des services (MTESS)	Installation d'un kiosque pour le Salon Mouvement québécois de la qualité (MPA) 2022 au Palais des Congrès de Montréal le 24 novembre 2022	582 $
Reprodoc inc.	Impression de dépliants pour le Comité de francisation	741 $
Reprodoc inc.	Impression du rapport annuel 2021-2022	1 286 $
Association des directeurs municipaux du Québec (ADMQ)	Plan de visibilité - Vitrine fournisseur municipale AMDQ 2023	400 $
Productions Arborence inc.	Production d'une vidéo d'animation graphique	5 500 $
Les consultants Verret inc.	Formation : « Clientèle difficile - intervenir de façon courtoise et sécuritaire »	3 790 $
FormaCRO Inc.	Formation : « Qualité et excellence du service à la clientèle : attitudes et techniques »	7 050 $
Chantal McMillan	Création d'illustrations pour le vocabulaire de la physiothérapie	15 000 $
Les conseillers acti-communications inc.	Formation : « L'écriture stratégique »	2 500 $
Cégep Marie-Victorin	Formations : « Gestion de projet » et « Excel, niveau avancé »	2 390 $
Club Ecoist Inc.	Conférence en développement durable : « Expériences de sobriété numérique »	700 $
Échantillonneur ASDE inc.	Échantillon additionnel nécessaire pour le sondage « langue d'accueil et de service » dans six régions du Québec	1 250 $
André Thibault	Formation sur l'étymologie	600 $
Réseau Internet Québec inc.	Abonnement réseau internet pour les bureaux à Québec	16 019 $

FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT
Terranova Worldwide Corporation	Programme de sensibilisation à la sécurité	8 500 $
Intergo Inc.	Évaluation d'un poste de travail par un ergonome	385 $
Cision Canada inc.	Services pour la revue de presse	2 800 $
Cossette Média inc.	Planification médias pour le Gala des Mérites du français 2022-2023	1 080 $
Cossette Média inc.	Planification médias pour l'information au sujet des changements survenus à la *Charte de la langue française*	1 350 $
Graphica impression inc.	Impression fichier numérique pour la Commission de toponymie	147 $
REP solution interactive inc.	Licence annuelle, forfait Relationnel 2022-2023 d'une plateforme de marketing relationnel	4 585 $
Reprodoc inc.	Impression de certificats pour les activités de la Commission de toponymie	847 $
Les Solutions OutSideSoft inc.	Abonnement pour le service de logiciel de sondage en ligne Simple Sondage	1 200 $

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC : HTTPS://WWW.SEAO.CA/. DE PLUS, POUR LES CONTRATS DE PLUS DE 25 000 $, L'INFORMATION SE TROUVE AUX ENGAGEMENTS FINANCIERS QUI FERONT L'OBJET D'UNE ÉTUDE PARTICULIÈRE PAR LA COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE ET EST DIFFUSÉE MENSUELLEMENT SUR LE SITE DU MINISTÈRE : HTTPS://WWW.OQLF.GOUV.QC.CA/RDIPRP/CONTRATS.ASPX

G.7 LISTE DÉTAILLÉE DE TOUS LES APPELS D'OFFRES PUBLICS DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, EN INDIQUANT :

A. LA LISTE DES SOUMISSIONS ET LE MONTANT DE CHACUNE;
B. LA GRILLE D'ÉVALUATION DES SOUMISSIONS;
C. LE SOUMISSIONNAIRE RETENU ET LA JUSTIFICATION DE CE CHOIX;
D. LE DÉLAI ENTRE LA PUBLICATION DE L'APPEL D'OFFRES ET L'OCTROI DU CONTRAT;
E. LE CAS ÉCHÉANT, LES APPELS D'OFFRES ANNULÉS EN COURS DE ROUTE ET LA RAISON DE L'ANNULATION.

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUES D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC : HTTP://WWW.SEAO.CA/

G.8 **POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2022-2023 :**

- **A. LA LISTE DE TOUTES LES RESSOURCES ŒUVRANT AU SEIN D'UN MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME ET QUI NE SONT PAS DES EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT;**
- **B. LE TOTAL DES COÛTS RELIÉS À CES CONSULTANTS, VENTILÉ PAR CATÉGORIES (INCLUANT LA MASSE SALARIALE);**
- **C. LE SOMMAIRE DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ POUR L'EMBAUCHE DE CES CONSULTANTS;**
- **D. LE NOM DE CHAQUE CONSULTANT ET LA FIRME PAR LAQUELLE IL EST EMPLOYÉ;**
- **E. UNE DESCRIPTION DE SON MANDAT;**
- **F. LA DATE DE DÉBUT DE SON CONTRAT;**
- **G. LA DATE PRÉVUE DE FIN DE SON CONTRAT;**
- **H. SA RÉMUNÉRATION ANNUELLE.**

LES INFORMATIONS RELATIVES AUX CONTRATS OCTROYÉS À DES FIRMES EXTERNES SONT DISPONIBLES SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC : HTTP://WWW.SEAO.CA/ AINSI QU'AUX ENGAGEMENTS FINANCIERS DE 25 000 $ ET PLUS QUI FERONT L'OBJET D'UNE ÉTUDE PARTICULIÈRE PAR LA COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE ET PUBLIQUE ET QUI SONT DIFFUSÉS MENSUELLEMENT SUR LE SITE DE L'OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE : HTTPS://WWW.OQLF.GOUV.QC.CA/RDIPRP/CONTRATS.ASPX

G.9 POUR CHAQUE PROJET DE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE, INFONUAGIQUE OU DE MODERNISATION DES SYSTÈMES INFORMATIQUES INITIÉ POUR L'EXERCICE FINANCIER 2022-2023, AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE, INDIQUER :

- **A. LE NOM DU PROJET;**
- **B. LA NATURE DU PROJET;**
- **C. L'ÉCHÉANCIER INITIAL (ET REVU S'IL Y A LIEU);**
- **D. LE MONTANT INITIALEMENT PRÉVU POUR L'ENSEMBLE DU PROJET;**
- **E. LES PLUS RÉCENTES ÉVALUATIONS DU COÛT DU PROJET;**
- **F. LES COÛTS ENGENDRÉS JUSQU'À MAINTENANT PAR LE PROJET, AU TOTAL ET VENTILÉS PAR ANNÉE FINANCIÈRE;**
- **G. L'ESTIMATION DES COÛTS RESTANT À DÉBOURSER POUR COMPLÉTER LA RÉALISATION DU PROJET;**
- **H. LES FIRMES OU OSBL ASSOCIÉS AU DÉVELOPPEMENT DU PROJET, INCLUANT TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU PROJET, LES SOMMES QUI LEUR ONT ÉTÉ VERSÉES JUSQU'À CE JOUR, LE DÉTAIL DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ EN PRÉCISANT LE MODE D'OCTROI, LE MONTANT ET LES DATES;**
- **I. LE POURCENTAGE DE RÉALISATION JUSQU'À CE JOUR;**
- **J. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS (ETC) AFFECTÉS À CE PROJET;**
- **K. LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES INTÉGRÉS OU ŒUVRANT AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE :**
  - **LA VALEUR TOTALE ET VENTILÉE DES CONTRATS OU ENTENTES ENTRE LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET LES FIRMES EXTERNES POUR CES CONSULTANTS.**
- **L. INDIQUER SI L'ÉTUDE D'OPPORTUNITÉ ÉVALUANT LES POSSIBILITÉS QU'OFFRE LE LOGICIEL LIBRE A ÉTÉ RÉALISÉE, COMME L'EXIGE LA POLITIQUE CADRE SUR LA GESTION DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES DES ORGANISMES PUBLICS;**
- **M. NOMBRE ET LISTE DES PÉNALITÉS APPLIQUÉES À DES SOUS-TRAITANTS DANS LE DOMAINE DES TI EN 2022-2023.**

NOM DU PROJET	NATURE DU PROJET	COÛT INITIAL PRÉVU	TOTAL À CE JOUR	ÉTUDE LOGICIEL LIBRE	% DE RÉALISATION À CE JOUR	PÉNALITÉS
AMÉLIORATION DES OUTILS LINGUISTIQUES EN LIGNE (VITRINE LINGUISTIQUE)	AMÉLIORATION DES OUTILS LINGUISTIQUES QUE SONT *LE GRAND DICTIONNAIRE TERMINOLOGIQUE* (GDT) ET LA BANQUE DE DÉPANNAGE LINGUISTIQUE (BDL), DÉJÀ OFFERTS EN LIGNE PAR L'OFFICE. LE BUT ÉTAIT D'EN FACILITER L'ACCÈS ET L'UTILISATION EN REGROUPANT LES DEUX OUTILS DANS UNE NOUVELLE PLATEFORME : LA VITRINE LINGUISTIQUE.	828 100 $	529 200 $	OUI	100	AUCUNE
SYSTÈME D'APPUI À LA FRANCISATION (SAFRAN)	IMPLANTATION D'UN NOUVEL ACTIF INFORMATIONNEL DE GESTION DES OPÉRATIONS, INTÉGRÉ, MODERNE ET COUVRANT UN PLUS LARGE PÉRIMÈTRE DE SERVICES DE FRANCISATION ENTRE L'OFFICE ET SA CLIENTÈLE.	987 600 $	544 700 $	OUI	15	AUCUNE

POUR LES SOUS-QUESTIONS A), B), D), E) F), G) I), ET L), DE L'INFORMATION SUR LES PROJETS INFORMATIQUES DE PLUS DE 100 000 $ EST ÉGALEMENT DISPONIBLE SUR LE SITE INTERNET DU TABLEAU DE BORD EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES À L'ADRESSE SUIVANTE : HTTPS://WWW.TABLEAUDEBORDPROJETSRI.GOUV.QC.CA/TABLEAU-DE-BORD/.

G.10 CONCERNANT L'HÉBERGEMENT DE DONNÉES EN INFONUAGIQUE, FOURNIR :

A) LES COÛTS ESTIMÉS PAR ANNÉE;
B) LES COÛTS TOTAUX RÉELS POUR L'HÉBERGEMENT DE DONNÉES;
C) LES COÛTS POUR PÉNALITÉS POUR DÉPASSEMENT DE CAPACITÉ;
D) LA LISTE DES FOURNISSEURS;
E) UNE COPIE DU PLAN DE DÉPLOIEMENT.

	COÛTS
B) LES COÛTS TOTAUX RÉELS POUR L'HÉBERGEMENT DE DONNÉES	2 922 $
C) LES COÛTS POUR PÉNALITÉS POUR DÉPASSEMENT DE CAPACITÉ	0 $

LES INFORMATIONS CONCERNANT LA LISTE DES FOURNISSEURS ET DES PRESTATAIRES DE SERVICES QUALIFIÉS PAR APPEL D'INTÉRÊT EN INFONUAGIQUE EST DISPONIBLE SUR INTERNET À L'ADRESSE SUIVANTE: HTTPS://WWW.QUEBEC.CA/GOUVERNEMENT/FAIRE-AFFAIRE-GOUVERNEMENT/SERVICES-ORGANISATIONS-PUBLIQUES/SERVICES-DE-PLATEFORMES-TECHNOLOGIQUES/COURTIER-INFONUAGIQUE.

G.11 DE FAÇON SÉPARÉE ET DISTINCTE, POUR LE CABINET MINISTÉRIEL ET LE BUREAU DE CIRCONSCRIPTION, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT, POUR 2022-2023 (ET LA VENTILATION POUR CHAQUE MOIS), DE CHACUNE DES DÉPENSES SUIVANTES :

- **A. LA PHOTOCOPIE;**
- **B. LE MOBILIER DE BUREAU;**
- **C. L'AMEUBLEMENT;**
- **D. LA DÉCORATION ET L'EMBELLISSEMENT, INCLUANT LES ŒUVRES D'ART ET LES FRAIS POUR L'ENTRETIEN DES PLANTES;**
- **E. LE DISTRIBUTEUR D'EAU DE SOURCE;**
- **F. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE TRANSPORT;**
- **G. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'HÉBERGEMENT;**
- **H. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE REPAS;**
- **I. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'ALCOOL ET DE FÊTES;**
- **J. L'ENSEMBLE DES DÉPENSES APPLICABLES À LA PARTICIPATION À DES CONGRÈS, DES COLLOQUES ET TOUTE SESSION DE TYPE PERFECTIONNEMENT OU RESSOURCEMENT :**
  - **a. AU QUÉBEC;**
  - **b. À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC.**

	COÛTS
PHOTOCOPIE	0 $
MOBILIER DE BUREAU	0 $
AMEUBLEMENT	0 $
DÉCORATION ET EMBELLISSEMENT	0 $
DISTRIBUTEURS D'EAU DE SOURCE	0 $
FRAIS DE TRANSPORT	4 081 $
FRAIS D'HÉBERGEMENT	2 942 $
FRAIS DE REPAS	1 337 $
FRAIS DE FÊTES (AUCUN FRAIS D'ALCOOL)	0 $
CONGRÈS AU QUÉBEC, COLLOQUES ET PERFECTIONNEMENT	574 $
CONGRÈS, COLLOQUES ET PERFECTIONNEMENT À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC	0 $
TOTAL	**8 934 $**

LES COÛTS RELIÉS AUX BUREAUX DE CIRCONSCRIPTION SONT RÉGIS PAR LE RÈGLEMENT SUR LES ALLOCATIONS AUX DÉPUTÉS ET AUX TITULAIRES DE CABINETS ET SUR LES SOMMES VERSÉES À DES FINS DE RECHERCHE ET DE SOUTIEN DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

G.12 DE FAÇON SÉPARÉE ET DISTINCTE, POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT, POUR 2022-2023, VENTILÉ PAR MOIS, DE CHAQUE DÉPENSE RELIÉE À LA TÉLÉPHONIE :

- **A. LE COÛT DES CONTRATS TÉLÉPHONIQUES;**
- **B. LE COÛT DES FRAIS D'ITINÉRANCE ET LA PROPORTION DE CEUX-CI QUI ONT ÉTÉ ASSUMÉS RESPECTIVEMENT PAR LE CABINET, LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME;**
- **C. LE COÛT LIÉ AUX DÉPASSEMENTS DES FORFAITS DE DONNÉES ET LA PROPORTION DE CEUX-CI QUI ONT ÉTÉ ASSUMÉS RESPECTIVEMENT PAR LE CABINET, LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME;**
- **D. LES COÛTS DE RÉSILIATION, S'IL Y A LIEU;**
- **E. LE NOMBRE DE TÉLÉPHONES CELLULAIRES (BLACKBERRY, IPHONE OU AUTRE TYPE DE TÉLÉPHONE INTELLIGENT);**
- **F. LES COÛTS D'ACQUISITION DES APPAREILS;**
- **G. LE COÛTS D'UTILISATION DES APPAREILS;**
- **H. LES NOMS DES FOURNISSEURS;**
- **I. LES ORDINATEURS PORTABLES;**
- **J. LES IPAD OU AUTRE TYPE DE TABLETTE ÉLECTRONIQUE.**

	COÛTS
B - LE COÛT DES FRAIS D'ITINÉRANCE	694 $
C - LE COÛT LIÉ AUX DÉPASSEMENTS DES FORFAITS DE DONNÉES	397 $
D - LES COÛTS DE RÉSILIATION	70 $

POUR LES SOUS-QUESTIONS A), F), G), H) L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CES QUESTIONS EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4 PARAGRAPHE 25). HTTP://WWW.OQLF.GOUV.QC.CA/RDIPRP/INDEX.ASPX

G.13 **CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LE RÉSEAU DE L'ÉDUCATION) POUR L'ANNÉE 2022-2023 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2023-2024 :**

- **A. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DE 35 ANS ET PLUS;**
- **B. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DE 35 ANS ET MOINS;**
- **C. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL;**
- **D. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI;**
- **E. LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC.) :**
  - **LE COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ, SELON LA CLASSE DE TRAVAIL;**
- **F. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL;**
- **G. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS, ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI;**
- **H. LE NOMBRE DE PERSONNES ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, CONTRACTUELS, ETC.) QUI REÇOIVENT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIVENT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION, SOIT LES COMMISSIONS SCOLAIRES, LES CÉGEPS, LES ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES, LES AGENCES RÉGIONALES ET LES ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS;**
- **I. L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, OUVRIERS ET AGENTS DE LA PAIX, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS);**
- **J. L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIANT D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR;**
- **K. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIANT D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE;**
- **L. LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES;**
- **M. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES;**
- **N. LE NOMBRE DE DÉPART VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART;**
- **O. LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS VENTILÉ PAR CORPS D'EMPLOI;**
- **P. L'EFFECTIF AUTORISÉ PAR LE SCT EN VERTU DE LA LOI 15 SUR LE CONTRÔLE DES EFFECTIFS;**
- **Q. LE NOMBRE DE POSTES VACANTS ET LE NOMBRE D'ETC NON COMBLÉS, VENTILÉ PAR RÉGION.**

POUR LES QUESTIONS A, B, C, D, E, F, G, I, J, K, L, M, N ET P

LA RÉPONSE À CES QUESTIONS SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

H. LE NOMBRE DE PERSONNE ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DU PERSONNEL QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION

EN CE QUI A TRAIT À L'INFORMATION RECHERCHÉE CONCERNANT LA LISTE DU PERSONNEL, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION ET UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE, NOUS VOUS INFORMONS QUE CES RENSEIGNEMENTS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS CONFIDENTIELS AU SENS DE L'ARTICLE 54 DE LA *LOI SUR L'ACCÈS*. LE PARAGRAPHE 1° DE L'ARTICLE 53 AINSI QUE LE PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 59 DE CETTE LOI NOUS OBLIGENT À REFUSER DE DONNER ACCÈS À CES RENSEIGNEMENTS. PAR AILLEURS, L'AMALGAME DES RENSEIGNEMENTS RECHERCHÉS N'A PAS UN CARACTÈRE PUBLIC CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 57 DE LA *LOI SUR L'ACCÈS*.

O. LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS VENTILÉ PAR CORPS D'EMPLOI, POUR 2022-2023 ET LES CINQ ANNÉES PRÉCÉDENTES

AUCUN POSTE VACANT ABOLI AU NET EN 2022-2023.

Q. LE NOMBRE DE POSTES VACANTS ET LE NOMBRE D'ETC NON COMBLÉS, VENTILÉ PAR RÉGION

RÉGIONS	NOMBRE DE POSTES VACANTS
LIEU DE TRAVAIL NON SPÉCIFIQUE À UNE RÉGION : PLUSIEURS RÉGIONS SONT INDIQUÉES À L'AFFICHAGE DU POSTE.	6
CAPITALE-NATIONALE	2
MONTRÉAL	18
TOTAL	**26**

G.14 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, PAR DIRECTION, POUR L'ANNÉE 2022-2023 ET LES PRÉVISIONS POUR L'ANNÉE 2023-2024 :

- **A. LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE, INCLUANT LE TOTAL ET LA VENTILATION DES INDEMNITÉS VERSÉES OU ESTIMÉES;**
- **B. LE NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES;**
- **C. LE NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS.**

A. LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE, INCLUANT LE TOTAL ET LA VENTILATION DES INDEMNITÉS VERSÉES OU ESTIMÉES;

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES

B. LE NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

POUR L'EXERCICE 2022-2023, AUCUN TAUX DE REMPLACEMENT N'A ÉTÉ FIXÉ.

C. LE NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS

12 RETRAITÉS.

G.15 LISTE DES BAUX POUR LES ESPACES OCCUPÉS PAR LES MINISTÈRES ET ORGANISMES EN 2022-2023 EN INDIQUANT POUR CHACUN D'EUX :

A. L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION;
B. LA SUPERFICIE TOTALE POUR CHAQUE LOCAL LOUÉ;
C. LE COÛT TOTAL DE LADITE LOCATION;
D. LES COÛTS D'AMÉNAGEMENT, DE RÉNOVATIONS RÉALISÉES DEPUIS LE 1ER AVRIL 2018, LA NATURE DES TRAVAUX ET LE OU LES BUREAUX VISÉS;
E. LA DURÉE DU BAIL;
F. PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ;
G. EN CAS DE RÉSILIATION DE BAIL EN COURS D'ANNÉE, LES COÛTS DE RÉSILIATION;
H. LA SUPERFICIE TOTALE RÉELLEMENT OCCUPÉE;
I. LA SUPERFICIE INOCCUPÉE;
J. LE COÛT DE LOCATION AU MÈTRE CARRÉ;
K. LES NOMS DES SOUS-LOCATAIRES ET LES REVENUS LIÉS À DES SOUS-LOCATIONS, LE CAS ÉCHÉANT.

A. L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	B. SUPERFICIE (M²)	C. COÛT TOTAL	D. COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1ER AVRIL 2022	E. DURÉE DU BAIL	F. PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ	G. COÛT DE RÉSILIATION
125, RUE SHERBROOKE OUEST, MONTRÉAL	5 296,69	S. O.	26 740 $	17 MOIS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	S. O.
800, RUE DU SQUARE-VICTORIA, MONTRÉAL	4 095,18	1 469 993,64 $/AN	0 $	1 AN	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	S. O.
750, BOULEVARD CHAREST EST, QUÉBEC	2 290,71	618 132,64 $/AN	0 $	1 AN	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	S. O.
204, RUE DES OBLATS, SAGUENAY	93,37	9 590,00 $/AN	0 $	1 AN	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	S. O.
2, PLACE LAVAL, LAVAL	259,72	68 950,00 $/AN	1 747 $	1 AN	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	S. O.
170, RUE DE L'HÔTEL-DE-VILLE, GATINEAU	70,28	16 974,00 $/AN	0 $	1 AN	ENTENTE D'OCCUPATION AVEC LE MCC	S. O.
100, RUE LAVIOLETTE, TROIS-RIVIÈRES	131,81	17 632,00 $/AN	0 $	1 AN	ENTENTE D'OCCUPATION AVEC LE MCC	S. O.
145, AVENUE QUÉBEC, ROUYN-NORANDA	54,08	11 595,00 $/AN	0 $	1 AN	ENTENTE D'OCCUPATION AVEC LE MCC	S. O.
337, RUE MOREAULT, RIMOUSKI	58,52	8 381,00 $/AN	0 $	1 AN	ENTENTE D'OCCUPATION AVEC LE MCC	S. O.
225, RUE FRONTENAC, SHERBROOKE	68,66	15 598,00 $/AN	0 $	1 AN	ENTENTE D'OCCUPATION AVEC LE MCC	S. O.
1680, BOULEVARD SAINT-JOSEPH, DRUMMONDVILLE	NON DISPONIBLE	5 830,00 $/AN	0 $	1 AN	ENTENTE D'OCCUPATION AVEC SERVICES QUÉBEC	S. O.
101, BOUL. ROLAND-THERRIEN, LONGUEUIL	150,64	48 387,84 $/AN	0 $	1 AN	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	S. O.

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION, À LA SUPERFICIE TOTALE POUR CHAQUE LOCAL LOUÉ, LE COÛT TOTAL DE LADITE LOCATION ET LE PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ EST DISPONIBLE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE ANNUELLE SUR LE SITE INTERNET DE L'ORGANISME EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4 PARAGRAPHE 27). HTTP://WWW.OQLF.GOUV.QC.CA/RDIPRP/DONNEES.ASPX

G.16 CONCERNANT LES ACTIFS IMMOBILIERS EXCÉDENTAIRES DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN 2022-2023, FOURNIR :

A. LA LISTE DES ACTIFS EXCÉDENTAIRES INOCCUPÉS;
B. LA VALEUR ESTIMÉE DE CEUX-CI;
C. LES COÛTS D'ENTRETIEN ANNUEL;
D. LE NOMBRE DE PIEDS CARRÉS DE CEUX-CI.

AUCUN.

G.17 POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE ET LA HAUTE DIRECTION DES ORGANISMES PUBLICS, FOURNIR LE DÉTAIL ET LA VENTILATION DES COÛTS, POUR 2022-2023, DU DÉMÉNAGEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT, DE LA RÉNOVATION ET AUTRES TRAVAUX EFFECTUÉS DANS LES ESPACES OCCUPÉS, INCLUANT :

A. LES DATES DES TRAVAUX;
B. LES COÛTS;
C. LE NOM DE LA OU DES FIRMES AYANT EFFECTUÉ LES TRAVAUX.

AUCUN

L'INFORMATION FOURNIE INCLUT LES CABINETS MINISTÉRIELS. LES COÛTS RELIÉS AUX BUREAUX DE CIRCONSCRIPTION SONT RÉGIS PAR LE RÈGLEMENT SUR LES ALLOCATIONS AUX DÉPUTÉS ET AUX TITULAIRES DE CABINETS ET SUR LES SOMMES VERSÉES À DES FINS DE RECHERCHE ET DE SOUTIEN À L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

G.18 LISTE DU PERSONNEL DE CABINET DE CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES DURANT L'ANNÉE 2022-2023, EN INDIQUANT POUR CHAQUE INDIVIDU :

- **A. LA DATE DE L'ENTRÉE EN FONCTION ET LA DATE DE DÉPART, LE CAS ÉCHÉANT;**
- **B. LE TITRE DE LA FONCTION;**
- **C. L'ADRESSE DU PORT D'ATTACHE;**
- **D. LE TRAITEMENT ANNUEL OU, SELON LE CAS, LES HONORAIRES VERSÉS;**
- **E. LA PRIME DE DÉPART VERSÉE, LE CAS ÉCHÉANT;**
- **F. LA LISTE DU PERSONNEL POLITIQUE, INCLUANT LE PERSONNEL DE SOUTIEN, QUI FAIT PARTIE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE QUELLE MASSE SALARIALE IL RELÈVE;**
- **G. LA DESCRIPTION DE TÂCHES;**
- **H. LE MONTANT DÉTAILLÉ DES SALAIRES, DES HONORAIRES ET DES CONTRATS DONNÉS PAR LE CABINET POUR 2022-2023;**
- **I. LE NOMBRE TOTAL D'EMPLOYÉS AU CABINET;**
- **J. LA MASSE SALARIALE TOTALE PAR CABINET;**
- **K. LE NOM DES EMPLOYÉS BÉNÉFICIANT D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI PRÉVU POUR LA FONCTION OCCUPÉE;**
- **L. S'IL A OU NON SIGNÉ LES DIRECTIVES DU PREMIER MINISTRE INTITULÉES : DIRECTIVE SUR LA TRANSPARENCE ET L'ÉTHIQUE RELATIVEMENT À L'EXERCICE DES FONCTIONS DU PERSONNEL DES CABINETS DE MINISTRE ET DIRECTIVE CONCERNANT LES RÈGLES APPLICABLES LORS DE LA CESSATION D'EXERCICE DE CERTAINES FONCTIONS POUR L'ÉTAT.**

NON APPLICABLE.

G.19 LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES EN 2022-2023, PAR MOIS, À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE DU MINISTRE, DU MINISTRE DÉLÉGUÉ, DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, EN INDIQUANT :

A. LE NOM DE L'ORGANISME CONCERNÉ OU DE LA PERSONNE;
B. LA CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE;
C. LE MONTANT ATTRIBUÉ;
D. LE DÉTAIL DU PROJET VISÉ ET LE BUT POURSUIVI PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DE L'OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE EN VERTU DU *RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS* (ARTICLE 4, PARAGRAPHE 26), À L'ADRESSE HTTP://WWW.OQLF.GOUV.QC.CA/RDIPRP/INDEX.ASPX.

G.20 LISTE DU PERSONNEL HORS STRUCTURE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE, MAIS QUI N'OCCUPE AUCUN POSTE DANS CE MINISTÈRE :

A. **LE NOM DE LA PERSONNE;**
B. **LE POSTE OCCUPÉ;**
C. **LE SALAIRE DE BASE ET LES BONIS, LE CAS ÉCHÉANT;**
D. **L'ASSIGNATION INITIALE ET L'ASSIGNATION ACTUELLE;**
E. **LA DATE DE L'ASSIGNATION HORS STRUCTURE;**
F. **LA DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION, S'IL Y A LIEU;**
G. **LES PRÉVISIONS POUR 2023-2024.**

AUCUN.

G.21 LISTE DU PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), EN INDIQUANT :

- **A. LE POSTE INITIAL;**
- **B. LE SALAIRE;**
- **C. LE POSTE ACTUEL, S'IL Y A LIEU;**
- **D. LA DATE DE MISE EN DISPONIBILITÉ;**
- **E. LES PRÉVISIONS 2023-2024.**

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.22 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS, ÉTABLISSEMENTS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR 2022-2023, LE NOMBRE D'OCCASIONNELS MIS À PIED DONT LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME A MIS FIN À L'EMPLOI OU DONT LE CONTRAT N'A PAS ÉTÉ RENOUVELÉ, EN PRÉCISANT LA OU LES RAISONS ET EN VENTILANT :

A. PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, PERSONNEL DE SOUTIEN, FONCTIONNAIRES, ETC.);
B. PAR CATÉGORIE D'ÂGE;
C. PRÉVISIONS 2023-2024.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.23 LISTE DU PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE ET AFFECTÉ À D'AUTRES ORGANISMES PUBLICS, PARAPUBLICS, PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES, EN INDIQUANT :

- **A. LE NOM DE LA PERSONNE;**
- **B. LE POSTE OCCUPÉ ET LE NOM DE L'ORGANISME;**
- **C. LE SALAIRE DE BASE ET LES BONIS, LE CAS ÉCHÉANT;**
- **D. L'ASSIGNATION INITIALE;**
- **E. L'ASSIGNATION ACTUELLE;**
- **F. LA DATE DE L'ASSIGNATION HORS STRUCTURE;**
- **G. LA DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION, S'IL Y A LIEU.**

AUCUN

G.24 LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS AUX JOURNAUX, AUX REVUES MENSUELLES, AUX PUBLICATIONS (FORMAT PAPIER OU ÉLECTRONIQUE), AUX SITES SPÉCIALISÉS DE RECHERCHE SUR INTERNET (EUREKA, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES PUBLICS EN 2022-2023, EN PRÉCISANT POUR CHAQUE ABONNEMENT :

A. LE COÛT DE CHACUN;
B. LE FOURNISSEUR;
C. LA NATURE DU SERVICE;
D. S'IL A ÉTÉ RÉALISÉ PAR LE CABINET MINISTÉRIEL OU À SA DEMANDE.

VENTILER LE MONTANT TOTAL PAR CATÉGORIES.

FOURNISSEUR	COÛT	DESCRIPTION
JOURNAUX, REVUES MENSUELLES ET PUBLICATIONS (FORMAT PAPIER OU ÉLECTRONIQUE)		
DE MARQUE	2 142 $	*LE PETIT ROBERT*, EN LIGNE
DE BOECK	196,85 $	*LE BON USAGE*, VERSION ÉLECTRONIQUE – 4 ABONNEMENTS INDIVIDUELS
DE MARQUE	616,16 $	*MULTIDICTIONNAIRE DE LA LANGUE FRANÇAISE*, EN LIGNE
ACTES SUD	149,92 $	*GRANDE GRAMMAIRE DU FRANÇAIS* – 3 ACCÈS SIMULTANÉS
PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE	124,37 $	*LA LINGUISTIQUE* – REVUE DE LA SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE LINGUISTIQUE FONCTIONNELLE
MISHMASH MÉDIA	60 $	*L'ACTUALITÉ* – REVUE D'ACTUALITÉ
ÉDITIONS LA LIBERTÉ	35 $	*CAHIERS DES DIX* – REVUE SUR L'HISTOIRE DU QUÉBEC
ÉDITIONS CAP-AUX-DIAMANTS	45 $	*CAP-AUX-DIAMANTS* – REVUE SUR L'HISTOIRE DU QUÉBEC
NEXT INTERACTIVE MEDIA	152,11 $	*01NET* – REVUE D'ACTUALITÉ SUR LES TECHNOLOGIES
SODEP	36 $	*CONTINUITÉ* – REVUE QUÉBÉCOISE SUR LE PATRIMOINE CULTUREL
ELSEVIER	207,25 $	*DORLAND'S MEDICAL DICTIONARY ONLINE* – 4 ABONNEMENTS INDIVIDUELS
ÉCOLE BRANCHÉE	22,95 $	*ÉCOLE BRANCHÉE* – REVUE SUR L'ÉDUCATION À L'ÈRE DU NUMÉRIQUE
CILF	107,90 $	*LE FRANÇAIS MODERNE* – REVUE SUR LA LINGUISTIQUE
FÉDÉRATION HISTOIRE QUÉBEC	50 $	*HISTOIRE QUÉBEC* – REVUE SUR L'HISTOIRE QUÉBÉCOISE
FÉDÉRATION DES MÉDECINS OMNIPRATICIENS DU QUÉBEC	200 $	*LE MÉDECIN DU QUÉBEC* – REVUE SUR LA MÉDECINE
ÉDITIONS LARIVIÈRE	133,71 $	*MICRO PRATIQUE* – REVUE SUR L'INFORMATIQUE
CLASSIQUES GARNIER	86,98 $	*NEOLOGICA* – REVUE SUR LA NÉOLOGIE
MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE	129,69 $	*NORMES ET OUVRAGES ROUTIERS* – PUBLICATION – 3 MISES À JOUR
SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'ONOMASTIQUE	92,73 $	*NOUVELLE REVUE D'ONOMASTIQUE* – REVUE
POUR LA SCIENCE	144,31 $	*POUR LA SCIENCE* – REVUE D'ACTUALITÉ SCIENTIFIQUE
ÉDITIONS PROTÉGEZ-VOUS	54 $	*PROTÉGEZ-VOUS* – REVUE SUR LA CONSOMMATION
VÉLO QUÉBEC	41 $	*QUÉBEC SCIENCE* – REVUE D'ACTUALITÉ SCIENTIFIQUE
LA RECHERCHE	51,87 $	*LA RECHERCHE* – REVUE D'ACTUALITÉ SCIENTIFIQUE
OXFORD UNIVERSITY PRESS	2 212,84 $	*OXFORD ENGLISH DICTIONARY ONLINE*
CAMBRIDGE UNIVERSITY PRESS	534,76 $	*REVUE CANADIENNE DE LINGUISTIQUE* – REVUE
SOCIÉTÉ D'HISTOIRE DE CHARLEVOIX	70 $	*REVUE D'HISTOIRE DE CHARLEVOIX* – REVUE – ABONNEMENT POUR 2 ANS
SOCIÉTÉ HISTORIQUE DU SAGUENAY	35 $	*SAGUENAYENSIA* – REVUE D'HISTOIRE DU SAGUENAY
SCIENCE & VIE	153,89 $	*SCIENCE & VIE* – REVUE D'ACTUALITÉ SCIENTIFIQUE
SCIENCES ET AVENIR	89,45 $	*SCIENCES ET AVENIR* – REVUE D'ACTUALITÉ SCIENTIFIQUE
UNBOUND MEDICINE	151 $	*TABER'S MEDICAL DICTIONARY ONLINE* – 4 ABONNEMENTS INDIVIDUELS
VÉLO QUÉBEC	35 $	*VÉLO MAG* – REVUE SUR LE CYCLISME
ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DES ENSEIGNANTES ET ENSEIGNANTS DU PRIMAIRE	69,58 $	*VIVRE AU PRIMAIRE* – REVUE PROFESSIONNELLE POUR LES ENSEIGNANTES ET ENSEIGNANTS DU PRIMAIRE

Fournisseur	Coût	Description
Sites spécialisés de recherche sur Internet		
Cision	2 701,27 $	Eureka – base de données d'articles de presse – 10 accès simultanés
CNRS	112 $	Frantext – base de données en ligne de références en langue française (corpus) – 2 abonnements individuels
Institut généalogique Drouin	358 $	Généalogie Québec – base de données généalogiques – 3 abonnements individuels pour la Commission de toponymie
Institut généalogique Drouin	600 $	PRDH-IGD – base de données généalogiques – 350 requêtes par semaine pour la Commission de toponymie
Services documentaires multimédias	566 $	Repère – base de données québécoise d'articles de périodiques
Base de données généalogiques Ancestry	825,21 $	Base de données généalogiques permettant de valider des informations indispensables au travail des chercheuses et des chercheurs de la Commission de toponymie – 3 abonnements individuels
Ancestry.com	477,06 $	Newspapers.com – base de données d'archives de journaux – 3 abonnements individuels pour la Commission de toponymie
Oxford University Press	1 737,74 $	Oxford Reference premium – Base de données d'ouvrages de référence

L'information fournie inclut les cabinets ministériels.

G.25 LES SOMMES DÉBOURSÉES PAR LE CABINET MINISTÉRIEL, LE MINISTÈRE OU LES ORGANISMES PUBLICS POUR L'ACHAT DE BILLETS DE SAISON, DE BILLETS DE SPECTACLES OU D'ÉVÉNEMENTS SPORTIFS ET CULTURELS, LES BILLETS D'ÉVÉNEMENTS ET DE CONFÉRENCES ORGANISÉES PAR LES CHAMBRES DE COMMERCE, POUR LA RÉSERVATION DE LOGES ET LES FRAIS PAYÉS AFIN DE DEVENIR MEMBRE D'UN CLUB PRIVÉ OU AUTRE.

AUCUNE.

G.26 POUR CHAQUE SITE INTERNET DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME PUBLIC (INCLUANT LES ÉVÉNEMENTS PONCTUELS), FOURNIR, ET CE, DEPUIS L'EXISTENCE DU SITE :

- **A. LE NOM DU SITE WEB;**
- **B. LE NOM DE LA FIRME OU DU PROFESSIONNEL, DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE;**
- **C. LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE;**
- **D. LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR;**
- **E. LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE (EN SPÉCIFIANT COMBIEN DE FOIS LE SITE A ÉTÉ REFAIT ET LES RAISONS DU CHANGEMENT);**
- **F. LA FRÉQUENCE JOURNALIÈRE, HEBDOMADAIRE ET MENSUELLE DES VISITES VENTILÉE PAR SECTION ET/OU PAGE DU SITE (NOMBRE DE « HITS »);**
- **G. LES COÛTS LIÉS À LA RÉSERVATION DE NOMS DE DOMAINES;**
- **H. LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR;**
- **I. LE RESPONSABLE DU CONTENU DU SITE.**

ADRESSE DU SITE INTERNET : WWW.OQLF.GOUV.QC.CA	
SUJETS	**DÉTAILS**
NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE	LA VERSION ACTUELLE DU SITE WEB DE L'OFFICE A ÉTÉ ENTIÈREMENT RÉALISÉE PAR SON PERSONNEL.
COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE	POUR L'ANNÉE 2021-2022, LE SITE N'A GÉNÉRÉ AUCUN COÛT DE CONSTRUCTION.
COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR	L'HÉBERGEMENT, L'ENTRETIEN ET LA MISE À JOUR SONT ASSURÉS PAR LE PERSONNEL DE L'OFFICE. IL Y A UN COÛT DE 505 $ POUR L'OBTENTION DU CERTIFICAT SAN SSL DONNANT ACCÈS AU HTTPS, LEQUEL PERMET DE DÉMONTRER QUE LE SITE EST SÉCURISÉ. CE MONTANT INCLUT LE DOMAINE WWW.OQLF.GOUV.QC.CA AINSI QUE SES SOUS-DOMAINES BDL.OQLF.GOUV.QC.CA ET GDT.OQLF.GOUV.QC.CA.
COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE	AUCUN COÛT EN 2022-2023.
COÛTS LIÉS À LA RÉSERVATION DE NOMS DE DOMAINES	LES COÛTS DE GESTION DU NOM DE DOMAINE WWW.OQLF.GOUV.QC.CA S'ÉLÈVENT À 104 $. CE MONTANT INCLUT LA GESTION DES NOMS DE DOMAINES GDT.OQLF.GOUV.QC.CA, BDL.OQLF.GOUV.QC.CA, EXAMENS.OQLF.GOUV.QC.CA, VITRINELINGUISTIQUE-BETA.OQLF.GOUV.QC.CA ET VITRINELINGUISTIQUE.OQLF.GOUV.QC.CA.

ADRESSE DU SITE INTERNET : GDT.OQLF.GOUV.QC.CA	
SUJETS	**DÉTAILS**
NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE	LE SITE DU *GRAND DICTIONNAIRE TERMINOLOGIQUE* (GDT) A ÉTÉ RÉALISÉE PAR LE PERSONNEL DE L'OFFICE. LES MAQUETTES VISUELLES ONT ÉTÉ CONÇUES PAR L'AGENCE BLAKKAT.
COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE	POUR L'ANNÉE 2022-2023, LE SITE N'A GÉNÉRÉ AUCUN COÛT DE CONSTRUCTION.
COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR	L'HÉBERGEMENT, L'ENTRETIEN ET LA MISE À JOUR SONT ASSURÉS PAR LE PERSONNEL DE L'OFFICE.
COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE	AUCUN COÛT EN 2022-2023.
COÛTS LIÉS À LA RÉSERVATION DE NOMS DE DOMAINES	LA GESTION DU NOM DE DOMAINE GDT.OQLF.GOUV.QC.CA EST INCLUSE DANS LA GESTION DU NOM DE DOMAINE WWW.OQLF.GOUV.QC.CA. LES COÛTS DU NOM DE DOMAINE WWW.GRANDDICTIONNAIRE.GOUV.QC.CA S'ÉLÈVENT À 104 $.

ADRESSE DU SITE INTERNET : BDL.OQLF.GOUV.QC.CA	
SUJETS	**DÉTAILS**
NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE	LE SITE DE LA *BANQUE DE DÉPANNAGE LINGUISTIQUE* (BDL) A ÉTÉ ENTIÈREMENT RÉALISÉE PAR LE PERSONNEL DE L'OFFICE.
COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE	POUR L'ANNÉE 2022-2023, LE SITE N'A GÉNÉRÉ AUCUN COÛT DE CONSTRUCTION.
COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR	L'HÉBERGEMENT, L'ENTRETIEN ET LA MISE À JOUR SONT ASSURÉS PAR LE PERSONNEL DE L'OFFICE.
COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE	AUCUN COÛT EN 2022-2023.
COÛTS LIÉS À LA RÉSERVATION DE NOMS DE DOMAINES	LA GESTION DU NOM DE DOMAINE BDL.OQLF.GOUV.QC.CA EST INCLUSE DANS LA GESTION DU NOM DE DOMAINE WWW.OQLF.GOUV.QC.CA.

Adresse du site Internet : www.francofete.qc.ca	
Sujets	**Détails**
Nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site	La version actuelle du site Web de la Francofête a été entièrement réalisée par le personnel de l'Office.
Coûts de construction du site	Pour l'année 2022-2023, le site n'a généré aucun coût de construction.
Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour	L'hébergement, l'entretien et la mise à jour sont assurés par le personnel de l'Office. Il y a un coût de 190 $ pour l'obtention du Certificat SSL.
Coûts de modernisation ou de refonte	Aucun coût en 2022-2023.
Coûts liés à la réservation de noms de domaines	La gestion du nom de domaine www.francofete.qc.ca est incluse dans le forfait de Réseau Internet Québec. Les coûts de gestion s'élèvent à 2 199 $. Ce forfait inclut la gestion des noms de domaines et des dérivés comme www.granddictionnaire.com, www.toponymiefrancophone.org, www.divisionfrancophone.org et vitrinelinguistique.org. Ajoutons que 39 noms de domaines sur 50 sont utilisés.

Adresse du site Internet : toponymie.gouv.qc.ca	
Sujets	**Détails**
Nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site	Le site de la Commission de toponymie a été achevé en 2009 par le fournisseur Ixmedia inc., qui a assuré la réalisation des maquettes schématiques et graphiques ainsi que celle des gabarits de pages HTML.
Coûts de construction du site	Pour l'année 2022-2023, le site n'a généré aucun coût de construction.
Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour	L'hébergement, l'entretien et la mise à jour sont assurés par le personnel de la Commission et de l'Office.
Coûts de modernisation ou de refonte	Aucun coût en 2022-2023.
Coûts liés à la réservation de noms de domaines	Les coûts de gestion du nom de domaine www.toponymie.gouv.qc.ca s'élèvent à 104 $. Ce montant inclut la gestion du nom de domaine cartes.toponymie.gouv.qc.ca.

Adresse du site Internet : www.toponymiefrancophone.org/divfranco	
Sujets	**Détails**
Nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site	Ce site, conçu par le personnel de la Commission et de l'Office, a été mis en ligne en juin 2002, puis refondu en 2009 dans sa version actuelle. Il est hébergé sur le même serveur que celui du site Web de la Commission.
Coûts de construction du site	Pour l'année 2022-2023, le site n'a généré aucun coût de construction.
Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour	L'hébergement, l'entretien et la mise à jour sont assurés par le personnel de la Commission et de l'Office.
Coûts de modernisation ou de refonte	Aucun coût en 2022-2023.
Coûts liés à la réservation de noms de domaines	La gestion du nom de domaine www.toponymiefrancophone.org/divfranco est incluse dans le forfait de Réseau Internet Québec.

Adresse du site Internet : https://examens.oqlf.gouv.qc.ca	
Sujets	**Détails**
Nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site	Ce site a été entièrement réalisé par le personnel de l'Office.
Coûts de construction du site	Pour l'année 2022-2023, le site n'a généré aucun coût de construction.
Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour	L'hébergement, l'entretien et la mise à jour sont assurés par le personnel de l'Office. Il y a un coût de 190 $ pour l'obtention du Certificat SSL pour une période de 12 mois.
Coûts de modernisation ou de refonte	Aucun coût en 2022-2023.
Coûts liés à la réservation de noms de domaines	La gestion du nom de domaine examens.oqlf.gouv.qc.ca est incluse dans la gestion du nom de domaine www.oqlf.gouv.qc.ca.

Adresse du site Internet : vitrinelinguistique-beta.oqlf.gouv.qc.ca	
Sujets	**Détails**
Nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site	Toumoro
Coûts de construction du site	La Vitrine linguistique est une nouvelle plateforme qui regroupe les sites Web de la Banque de dépannage linguistique et du Grand dictionnaire terminologique. La version bêta du site a été retirée au cours de l'été 2022 pour faire place à la version officielle du site. Pour l'année 2022-2023, un montant de 55 600 $ a été dépensé.
Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour	Ne s'applique pas pour la présente année financière.
Coûts de modernisation ou de refonte	Ne s'applique pas.
Coûts liés à la réservation de noms de domaines	La gestion du nom de domaine vitrinelinguistique-beta.oqlf.gouv.qc.ca est incluse dans la gestion du nom de domaine oqlf.gouv.qc.ca.

Adresse du site Internet : vitrinelinguistique.oqlf.gouv.qc.ca	
Sujets	**Détails**
Nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site	Toumoro
Coûts de construction du site	Ne s'applique pas.
Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour	L'entretien et la mise à jour sont assurés par Toumoro ainsi que par le personnel de l'Office. L'hébergement est assuré par Toumoro jusqu'en juillet 2025. Pour l'année 2022-2023, un montant de 12 000 $ a été dépensé. Une banque d'heures permettant d'obtenir de l'assistance technique peut être utilisée au besoin. L'utilisation de celle-ci engendre des frais qui sont facturés en fonction des demandes. Pour l'année 2022-2023, un montant de 5 758,79 $ a été dépensé.
Coûts de modernisation ou de refonte	Ne s'applique pas.
Coûts liés à la réservation de noms de domaines	La gestion du nom de domaine vitrinelinguistique.oqlf.gouv.qc.ca est incluse dans la gestion du nom de domaine oqlf.gouv.qc.ca.

Adresse du site Internet : cartes.toponymie.gouv.qc.ca	
Sujets	**Détails**
Nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site	Toumoro et Cofomo
Coûts de construction du site	Ne s'applique pas.
Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour	Pour l'année 2022-2023, un montant de 5 000 $ a été payé à l'entreprise ITI inc. pour le transfert de l'environnement de développement et de diffusion vers un abonnement géré par le courtier infonuagique du ministère de la Cybersécurité et du Numérique. L'hébergement, l'entretien et la mise à jour sont assurés par le personnel de la Commission et de l'Office. Le coût d'hébergement en infonuagique avec Microsoft est de 2 922 $.
Coûts de modernisation ou de refonte	Ne s'applique pas.
Coûts liés à la réservation de noms de domaines	La gestion du nom de domaine cartes.toponymie.gouv.qc.ca est incluse dans la gestion du nom de domaine toponymie.gouv.qc.ca.

G.27 POUR 2022-2023, LES DÉPENSES EFFECTUÉES PAR MINISTÈRE POUR LES TOURNÉES, LES VISITES OU RENCONTRES MINISTÉRIELLES ET SOUS-MINISTÉRIELLES DANS LES RÉGIONS DU QUÉBEC, EN PRÉCISANT

- **A. LES RÉGIONS ET LES VILLES VISITÉES;**
- **B. LES PERSONNES ET ORGANISMES RENCONTRÉS;**
- **C. POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS;**
- **D. LES RAISONS DU DÉPLACEMENT;**
- **E. L'ITINÉRAIRE ET LES DATES DU DÉPART ET/OU DU RETOUR;**
- **F. LES COÛTS VENTILÉS;**
- **G. LE CAS ÉCHÉANT, TOUT AUTRE COÛT VENTILÉ PAR POSTE : FRAIS D'HÉBERGEMENT, FRAIS DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.**

NON APPLICABLE.

G.28 LA LISTE EXHAUSTIVE DE TOUS LES MANDATS ET DOSSIERS ET DE TOUTES LES ACTIVITÉS CONFIÉES À CHAQUE ADJOINT PARLEMENTAIRE DES MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES POUR 2022-2023 :

A. LE DÉTAIL DES MANDATS;
B. LE COÛT (DÉPLACEMENTS, ETC.);
C. LE NOMBRE DE RESSOURCES AFFECTÉES;
D. LE NOMBRE DE RENCONTRES;
E. LE NOMBRE D'ETC AFFECTÉ À CHAQUE MANDAT EN INDIQUANT LEUR FONCTION ET LEUR TITRE;
F. L'OBJET;
G. LES DATES.

NON APPLICABLE.

G.29 LISTE DES ENTITÉS ADMINISTRATIVES CRÉÉES, FUSIONNÉES, SCINDÉES OU ABOLIES SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE EN PRÉCISANT LES COÛTS DE TRANSITION ET LES COÛTS DE FORMATION.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.30 LE DÉTAIL DES CRÉDITS PÉRIMÉS ET REPORTÉS POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PAR ANNÉE BUDGÉTAIRE, ET CE, POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2022-2023 ET LES PRÉVISIONS POUR 2023-2024.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.31 L'INVENTAIRE COMPLET DES SERVICES TARIFIÉS QUE LE MINISTÈRE ET LES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX QUI RELÈVENT DU MINISTÈRE OFFRENT AUX CITOYENS ET LES TARIFS QU'ILS EXIGENT. LE COÛT UNITAIRE DE CHACUN DE CEUX-CI. LA LISTE DE TOUS LES REVENUS AUTONOMES (TARIFS, PERMIS, DROITS, REDEVANCES, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX QUI RELÈVENT DU MINISTÈRE POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET LES PROJECTIONS POUR L'ANNÉE 2023-2024.

L'INFORMATION CONCERNANT LA POLITIQUE DE FINANCEMENT DES SERVICES PUBLICS SERA PRÉSENTÉE AU RAPPORT ANNUEL 2022-2023 DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES.

G.32 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, UNE COPIE DU PLAN DE RÉDUCTION DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DEMANDÉ PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR 2022-2023 ET PRÉVISIONS POUR 2023-2024.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.33 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, LES SOMMES REÇUES EN 2022-2023, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2023-2024 ET 2024-2025, EN PROVENANCE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU D'UN AUTRE GOUVERNEMENT. INDIQUER DE FAÇON VENTILÉE POUR CHAQUE PROGRAMME, ENTENTE OU AUTRE, LES SOMMES REÇUES, LA OU LES DATES DE VERSEMENTS ET À QUELLES FINS ELLES ONT ÉTÉ CONSACRÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.

AUCUNE.

G.34 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2022-2023, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LE MONTANT TOTAL DES PRIMES AU RENDEMENT ET DES BONIS.

AUCUN.

G.35 POUR CHAQUE CABINET MINISTÉRIEL, FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2022-2023 LE MONTANT TOTAL DES PRIMES AU RENDEMENT ET DES BONIS VERSÉS AU PERSONNEL DE CABINET.

EN 2022-2023, AUCUN BONI OU AUTRE RÉMUNÉRATION VARIABLE FONDÉ SUR LE RENDEMENT N'A ÉTÉ ACCORDÉ AU PERSONNEL DE CABINET MINISTÉRIEL, ET CE, CONFORMÉMENT À LA DIRECTIVE CONCERNANT LE RECRUTEMENT, LA NOMINATION, LA RÉMUNÉRATION ET LES AUTRES CONDITIONS DE TRAVAIL DU PERSONNEL DES CABINETS DE MINISTRE.

G.36 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2022-2023, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LE MONTANT TOTAL DES PRIMES DE DÉPART (ALLOCATIONS DE TRANSITION), INCLUANT LES MONTANTS VERSÉS POUR BRIS DE CONTRAT.

AUCUN.

G.37 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME DONT LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC., FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2022-2023 LE MONTANT TOTAL ET LA VENTILATION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI DES AUGMENTATIONS DE SALAIRE.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.38 LA LISTE EXHAUSTIVE DES PROGRAMMES MINISTÉRIELS EXISTANTS À LA FIN DE L'ANNÉE FINANCIÈRE 2022-2023 ET QUI N'ONT PAS ÉTÉ RECONDUITS INTÉGRALEMENT EN 2023-2024. POUR CHACUN DE CES PROGRAMMES EXISTANTS EN 2022-2023, DONNER LE COÛT DE RECONDUCTION INTÉGRAL ET LA DÉPENSE PRÉVUE AUX CRÉDITS 2023-2024, EN INCLUANT LES PROGRAMMES QUI ONT ÉTÉ ABOLIS ET POUR LESQUELS LA DÉPENSE SERA NULLE.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.39 INDIQUER LES NOUVELLES INITIATIVES OU TOUTE MAJORATION APPORTÉE À UN PROGRAMME EXISTANT, LES MONTANTS EN CAUSE AINSI QUE LES MESURES PRISES POUR DÉGAGER LES SOMMES NÉCESSAIRES À LEUR FINANCEMENT.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.40 CONCERNANT LES DÉPENSES EN INFORMATIQUE, POUR CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (INCLUANT LES AGENCES, SOCIÉTÉS, ÉTABLISSEMENTS, INSTITUTIONS OU AUTRES) :

A. LA DÉPENSE TOTALE (OPÉRATION ET CAPITAL);
B. LES GRANDS DOSSIERS EN COURS;
C. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS ATTITRÉS AUX DOSSIERS INFORMATIQUES;
D. PRÉCISER LE NOMBRE EN ÉQUIVALENT ETC ET COMPARAISON ENTRE LE NOMBRE DE RESSOURCES INTERNES ET EXTERNES DANS LE DOMAINE DES TI;
E. LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNE ATTITRÉS AUX DOSSIERS INFORMATIQUES.

A. POUR L'OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE, LA DÉPENSE TOTALE EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES POUR 2022-2023 (OPÉRATION ET CAPITAL) S'ÉLÈVE À 5 483,66 K$.

B. LES INFORMATIONS SONT DISPONIBLES AU TABLEAU DE BORD
SITE INTERNET : HTTPS://WWW.TABLEAUDEBORDPROJETSRI.GOUV.QC.CA/

D. LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DE LA CYBERSÉCURITÉ ET DU NUMÉRIQUE POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

E. LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DE LA CYBERSÉCURITÉ ET DU NUMÉRIQUE POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.41 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2022-2023 LE TAUX D'ABSENTÉISME EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.).

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.42 **POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, INCLUANT LES CABINETS MINISTÉRIELS ET MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES, LE NOMBRE TOTAL DE PERSONNES AYANT BÉNÉFICIÉ DU PAIEMENT DE COTISATION À UNE ASSOCIATION (ORDRE OU CORPORATION) PROFESSIONNELLE EN VERTU DE LA DIRECTIVE CONCERNANT LE PAIEMENT PAR LE GOUVERNEMENT DE COTISATIONS À DES ASSOCIATIONS (6-79) DU CONSEIL DU TRÉSOR OU DE TOUTE AUTRE DIRECTIVE PERMETTANT UN REMBOURSEMENT DE CES COTISATIONS, VENTILÉ PAR ASSOCIATION, ORDRE OU CORPORATION PROFESSIONNELLE EN INDIQUANT :**

- **A. LA DÉPENSE TOTALE RELATIVE AU PAIEMENT DES COTISATIONS;**
- **B. LA LISTE DES ASSOCIATIONS, ORDRES OU CORPORATIONS PROFESSIONNELS AUXQUELS LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC A VERSÉ UN PAIEMENT POUR COTISATION;**
- **C. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS AYANT BÉNÉFICIÉ DU PAIEMENT DES COTISATIONS.**

NOM DE L'ASSOCIATION	NOMBRE DE PERSONNES	NOM DE LA DIRECTIVE	COÛT TOTAL
BARREAU DU QUÉBEC	5	DIRECTIVE CONCERNANT LE PAIEMENT PAR LE GOUVERNEMENT DE COTISATIONS À DES ASSOCIATIONS (6-79) DU CONSEIL DU TRÉSOR	9 020 $

G.43 POUR TOUT SONDAGE OU ENQUÊTE D'OPINION RÉALISÉS PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME, INDIQUER :

A. LA DATE;
B. LA NATURE;
C. LES QUESTIONS POSÉES;
D. LES RÉPONSES;
E. LA FIRME RETENUE;
F. LES COÛTS.

SUJET DU SONDAGE	FIRME	2022-2023 DÉBOURSÉ AU 28 FÉVRIER
SONDAGE RÉALISÉ AUPRÈS DE LA POPULATION AU SUJET DE LA LANGUE UTILISÉE DANS L'ESPACE PUBLIC AU QUÉBEC	SEGMA RECHERCHE	50 000 $
SONDAGE RÉALISÉ AUPRÈS DES ENTREPRISES DU QUÉBEC AU SUJET DU COMMERCE ÉLECTRONIQUE	INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC	162 000 $
SONDAGE SUR LA LANGUE D'ACCUEIL ET DE SERVICE DANS LES COMMERCES DU QUÉBEC	SEGMA RECHERCHE	90 000 $

G.44 POUR TOUTES DÉPENSES PUBLICITAIRES RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME, INDIQUER :

A. LE POURCENTAGE DE CES DÉPENSES RÉALISÉES AU SEIN DE MÉDIAS COMMUNAUTAIRES ET LE MONTANT;
B. LE POURCENTAGE DE CES DÉPENSES RÉALISÉES SUR INTERNET ET LES MÉDIAS SOCIAUX ET LE MONTANT.

MÉDIAS COMMUNAUTAIRES	POURCENTAGE	DÉPENSES AU 28 FÉVRIER 2023
DOSSIERS		
CAMPAGNE POUR PROMOUVOIR LA VITRINE LINGUISTIQUE	4,5 % DU PLAN MÉDIA GLOBAL	6 961,50 $
PROMOTION DES LAURÉATS DU GALA DES MÉRITES DU FRANÇAIS 2022	4 % DU PLAN MÉDIA GLOBAL	3 343 $

INTERNET ET RÉSEAUX SOCIAUX	POURCENTAGE	DÉPENSES AU 28 FÉVRIER 2023
DOSSIERS		
TOPONYMIE	DIFFUSION 100 % EN LIGNE	491,07 $
SERVICE IMMÉDI@T	DIFFUSION 25 % EN LIGNE	450,50 $
CONCOURS DE CRÉATIVITÉ LEXICALE	DIFFUSION 100 % EN LIGNE	35 982,37 $
FRANCOFÊTE	DIFFUSION 100 % EN LIGNE	0 $
MÉRITES DU FRANÇAIS	DIFFUSION 80 % EN LIGNE	20 784,47 $
CAMPAGNE POUR PROMOUVOIR LA VITRINE LINGUISTIQUE	DIFFUSION 71 % EN LIGNE	119 685,92 $
STRATÉGIE D'INFORMATION – NOUVELLES OBLIGATIONS POUR LES ENTREPRISES	DIFFUSION 90 % EN LIGNE	23 124,51 $
CAMPAGNE DE SENSIBILISATION AUPRÈS DES JEUNES SUR LA QUALITÉ DE LA LANGUE FRANÇAISE DANS LES RÉSEAUX SOCIAUX, PARTAGE TON FRANÇAIS	DIFFUSION 43 % EN LIGNE	40 434,00 $

G.45 TOUT MONTANT DÉPENSÉ PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2022-2023 VISANT À COMPENSER LES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE PRODUITES DANS LE CADRE DES ACTIVITÉS DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME.

AUCUN.

G.46 AU SUJET DU TRANSFERT D'EMPLOIS GOUVERNEMENTAUX EN RÉGION:

A) FOURNIR TOUT SCÉNARIO ET ÉTUDE RÉALISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME AINSI QUE TOUTE ACTION RÉALISÉE EN 2022-2023;
B) NOMBRE D'EMPLOIS GOUVERNEMENTAUX AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME QUI ONT ÉTÉ TRANSFÉRÉ EN RÉGION EN 2022-2023 EN PRÉCISANT LA RÉGION D'ORIGINE ET LA RÉGION DE DESTINATION;
C) NOMBRE D'EMPLOIS TRANSFÉRÉS EN RÉGION DEPUIS LE 1ER OCTOBRE 2018.

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST DIFFUSÉE À L'ADRESSE SUIVANTE:
HTTPS://WWW.QUEBEC.CA/GOUVERNEMENT/POLITIQUES-ORIENTATIONS/REGIONALISATION.

G.47 POUR CHAQUE MESURE SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME CONTENUE DANS LES PLANS D'ACTIONS, LES RAPPORTS, LES POLITIQUES ET STRATÉGIES SUIVANTES, INDIQUER LE BUDGET PRÉVU, LES SOMMES INVESTIES EN 2022-2023 ET L'ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA MESURE : E) PLAN D'ACTION À L'ÉGARD DES PERSONNES HANDICAPÉES 2021-2024

AUCUNE SOMME INVESTIE EN 2022-2023.

LE PLAN D'ACTION À L'ÉGARD DES PERSONNES HANDICAPÉES EST DISPONIBLE SUR LE SITE INTERNET DE L'OFFICE : HTTPS://WWW.OQLF.GOUV.QC.CA/OFFICE/MISSION.HTML.

G.48 POUR CHAQUE MESURE SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME CONTENUE DANS LES PLANS D'ACTIONS, LES RAPPORTS, LES POLITIQUES ET STRATÉGIES SUIVANTES, INDIQUER LE BUDGET PRÉVU, LES SOMMES INVESTIES EN 2022-2023 ET L'ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA MESURE : H) PLAN D'ACTION DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

EN 2022-2023, L'OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE A INVESTI 1 119,65 $ DANS LE CADRE DES MESURES INSCRITES AU PLAN D'ACTION DE DÉVELOPPEMENT DURABLE.

LE PLAN D'ACTION DE DÉVELOPPEMENT DURABLE EST DISPONIBLE SUR LE SITE INTERNET DE L'OFFICE : HTTPS://WWW.OQLF.GOUV.QC.CA/OFFICE/PLANS_ACTION/20161215_PLAN-ACTION_OFFICIEL.PDF.

G.49 TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTION RÉALISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2022-2023 AU SUJET DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL DE CONTRIBUTION À L'OCCUPATION ET À LA VITALITÉ DES TERRITOIRES 2018-2022.

L'INFORMATION CONCERNANT LE PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL DE CONTRIBUTION À L'OCCUPATION ET À LA VITALITÉ DES TERRITOIRES 2018-2022 SERA PRÉSENTÉE DANS LE RAPPORT ANNUEL 2022-2023 DES MINISTÈRES ET ORGANISMES ASSUJETTIS À LA *LOI POUR ASSURER L'OCCUPATION ET LA VITALITÉ DES TERRITOIRES*.

G.50 TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME DANS LE CADRE DU RAPPORT FINAL DE LA COMMISSION SPÉCIALE SUR LES DROITS DES ENFANTS ET LA PROTECTION DE LA JEUNESSE

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR.

G.51 AU SUJET DES MESURES DE TÉLÉTRAVAIL OU DE TRAVAIL À DISTANCE, EN 2022-2023, AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME :

- **A. NOMBRE TOTAL D'EMPLOYÉS AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME;**
- **B. NOMBRE D'EMPLOYÉS AU TOTAL EN AYANT BÉNÉFICIÉ;**
- **C. NOMBRE D'EMPLOYÉS EN BÉNÉFICIANT TOUJOURS AU 31 MARS 2023;**
- **D. PROPORTION DE L'EFFECTIF TOTAL DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN AYANT BÉNÉFICIÉ;**
- **E. NOMBRE D'EMPLOYÉS EN BÉNÉFICIANT : 1 JOUR PAR SEMAINE; 2 JOURS PAR SEMAINE; 3 JOURS PAR SEMAINE; 4 JOURS PAR SEMAINE; 5 JOURS PAR SEMAINE.**

DEPUIS LE 4 AVRIL 2022, L'EXERCICE DU TÉLÉTRAVAIL DANS LA FONCTION PUBLIQUE QUÉBÉCOISE EST ENCADRÉ PAR LA POLITIQUE-CADRE EN MATIÈRE DE TÉLÉTRAVAIL QUI PEUT ÊTRE CONSULTÉE À L'ADRESSE SUIVANTE: HTTPS://CDN-CONTENU.QUEBEC.CA/CDN-CONTENU/ADM/MIN/SECRETARIAT-DU-CONSEIL-DU-TRESOR/PUBLICATIONS-ADM/POLITIQUE-CADRE/POLITIQUE_CADRE_TELETRAVAIL.PDF.

G.52 SOMMES DÉPENSÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2022-2023 EN MATIÈRE DE REMBOURSEMENT AUX EMPLOYÉS POUR L'ACHAT DE MATÉRIEL REQUIS POUR LE TÉLÉTRAVAIL.

L'OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE A REMBOURSÉ AUX EMPLOYÉS 352 $ POUR L'ACHAT DE MATÉRIEL REQUIS POUR LE TÉLÉTRAVAIL.

G.53 CONCERNANT TOUTE MESURES DE SOUTIEN AUX EMPLOYÉS EN MATIÈRE DE SANTÉ MENTALE, AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN 2022-2023 :

A. LES SOMMES DÉPENSÉES;
B. LE NOMBRE DE DEMANDES AU PROGRAMME D'AIDE AUX EMPLOYÉS (PAE);
C. LES SOMMES DÉPENSÉES SPÉCIFIQUEMENT EN RESSOURCES EXTERNES EN LA MATIÈRE.

A. AU 28 FÉVRIER 2023, LE TOTAL DES SOMMES DÉPENSÉES POUR DES MESURES DE SOUTIEN AUX EMPLOYÉS EN MATIÈRE DE SANTÉ MENTALE S'ÉLÈVE À 5 804 $.

C. LES SOMMES DÉPENSÉES SPÉCIFIQUEMENT EN RESSOURCES EXTERNES EN LA MATIÈRE S'ÉLÈVENT À 5 804 $.

LES INFORMATIONS RELATIVES AUX CONTRATS OCTROYÉS À DES FIRMES EXTERNES SONT DISPONIBLES SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC : HTTPS//SEAO.CA/ AINSI QU'AUX ENGAGEMENTS FINANCIERS DE 25 000 $ ET PLUS QUI FERONT L'OBJET D'UNE ÉTUDE PARTICULIÈRE PAR LA COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE ET QUI SONT DIFFUSÉS MENSUELLEMENT SUR LE SITE INTERNET DE L'OFFICE : HTTPS://WWW.OQLF.GOUV.QC.CA/RDIPRP/CONTRATS.ASPX.

G.54 POUR TOUT CONTRAT ACCORDÉ PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2022-2023 OU AYANT COURS EN 2022-2023 AUPRÈS DE LA FIRME MCKINSEY ET COMPAGNIE :

A) COPIE DU CONTRAT;

B) DATE DE FIN PRÉVUE DU CONTRAT;

C) VALEUR PRÉVUE DU CONTRAT;

D) SOMMES DÉPENSÉES À CE JOUR.

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC (HTTPS://WWW.SEAO.CA/) AINSI QUE DANS LES ENGAGEMENTS FINANCIERS DE 25 000 $ ET PLUS QUI FERONT L'OBJET D'UNE ÉTUDE PARTICULIÈRE PAR LA COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE ET QUI SONT DIFFUSÉS MENSUELLEMENT SUR LE SITE INTERNET DE L'OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE (HTTPS://WWW.OQLF.GOUV.QC.CA/RDIPRP/CONTRATS.ASPX).

G.55 POUR TOUT CONTRAT ACCORDÉ PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2022-2023 OU AYANT COURS EN 2022-2023 AUPRÈS D'UNE FIRME DE CONSULTATION :

A) COPIE DU CONTRAT;

B) DATE DE FIN PRÉVUE DU CONTRAT;

C) VALEUR PRÉVUE DU CONTRAT;

D) SOMMES DÉPENSÉES À CE JOUR.

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC (HTTPS://WWW.SEAO.CA/) AINSI QUE DANS LES ENGAGEMENTS FINANCIERS DE 25 000 $ ET PLUS QUI FERONT L'OBJET D'UNE ÉTUDE PARTICULIÈRE PAR LA COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE ET QUI SONT DIFFUSÉS MENSUELLEMENT SUR LE SITE INTERNET DE L'OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE (HTTPS://WWW.OQLF.GOUV.QC.CA/RDIPRP/CONTRATS.ASPX).

G.56 VEUILLEZ INDIQUER LES MONTANTS QUI ONT ÉTÉ ALLOUÉS À LA RÉMUNÉRATION DES STAGES.

A. NOMBRE DE STAGIAIRES REÇUS;
B. HEURES DE STAGES EFFECTUÉS;
C. RÉMUNÉRATION TOTALE DÉBOURSÉE.

STAGIAIRE	RÉMUNÉRATION
13	124 493 $

G.57 PROPORTION DU NOMBRE ET DE LA VALEUR DES CONTRATS CONCLUS DE GRÉ À GRÉ, DEPUIS 5 ANS

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC (HTTPS://WWW.SEAO.CA/) AINSI QUE DANS LES ENGAGEMENTS FINANCIERS DE 25 000 $ ET PLUS QUI FERONT L'OBJET D'UNE ÉTUDE PARTICULIÈRE PAR LA COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE ET QUI SONT DIFFUSÉS MENSUELLEMENT SUR LE SITE INTERNET DE L'OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE (HTTPS://WWW.OQLF.GOUV.QC.CA/RDIPRP/CONTRATS.ASPX).

G.58 INDIQUER LE NOMBRE ET LA VALEUR MONÉTAIRE DES CONTRATS OCTROYÉS À DES FIRMES-CONSEILS; FOURNIR LESDITS CONTRATS LE CAS ÉCHÉANT.

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC (HTTPS://WWW.SEAO.CA/) AINSI QUE DANS LES ENGAGEMENTS FINANCIERS DE 25 000 $ ET PLUS QUI FERONT L'OBJET D'UNE ÉTUDE PARTICULIÈRE PAR LA COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE ET QUI SONT DIFFUSÉS MENSUELLEMENT SUR LE SITE INTERNET DE L'OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE (HTTPS://WWW.OQLF.GOUV.QC.CA/RDIPRP/CONTRATS.ASPX).

G.59 INDIQUER LE MONTANT DES DÉPENSES SUPPLÉMENTAIRES ENTRAINÉES PAR LA PANDÉMIE DE COVID-19.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR.

G.60 INDIQUER LES DÉPENSES ENCOURUES EN VUE DE L'IMPLANTATION DU NOUVEAU RÉGIME DE DOTATION DÉCOULANT DE L'ADOPTION DU PROJET DE LOI 60 DE LA 42E LÉGISLATURE.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR.

G.61 INDIQUER LE MONTANT DES AMENDES PERÇUES EN VERTU DE L'APPLICATION DES LOIS DONT VOTRE MINISTÈRE EST RESPONSABLE DE L'APPLICATION. VENTILER PAR LOI ET ARTICLES, DEPUIS 5 ANS.

L'OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE NE PERÇOIT AUCUNE AMENDE EN VERTU DE L'APPLICATION DE LA *CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE*.

G.62 INDIQUER LA VALEUR DES CONTRATS TOTAUX EN SOUS-TRAITANCE AINSI QUE LA PROPORTION DU TRAVAIL EFFECTUÉ PAR DES SOUS-TRAITANTS.

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC (HTTPS://WWW.SEAO.CA/) AINSI QUE DANS LES ENGAGEMENTS FINANCIERS DE 25 000 $ ET PLUS QUI FERONT L'OBJET D'UNE ÉTUDE PARTICULIÈRE PAR LA COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE ET QUI SONT DIFFUSÉS MENSUELLEMENT SUR LE SITE INTERNET DE L'OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE (HTTPS://WWW.OQLF.GOUV.QC.CA/RDIPRP/CONTRATS.ASPX).

G.63 INDIQUER LA VALEUR TOTALE DES SERVICES TARIFÉS, ET VENTILER PAR CATÉGORIE.

L'INFORMATION CONCERNANT LA POLITIQUE DE FINANCEMENT DES SERVICES PUBLICS SERA PRÉSENTÉE DANS LE RAPPORT ANNUEL 2022-2023.

G.64 INDIQUER LA VALEUR DES ACTIFS POSSÉDÉS; MEUBLES ET IMMEUBLES.

POUR LES IMMEUBLES QUI SONT PROPRIÉTÉ DE LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES:

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION (VALEUR DES IMMEUBLES) SERA TRANSMISE PAR LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES OCCUPANT UN IMMEUBLE DONT CELLE-CI EST PROPRIÉTAIRE.

POUR LES IMMEUBLES QUI NE SONT PAS PROPRIÉTÉ DE LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES:

AUCUN

G.65 INDIQUER LES COÛTS DE SYSTÈME ESTIMÉS DEPUIS 5 ANS.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR.

G.66 LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME EN 2022-2023 ET QUI ONT FAIT L'OBJET DE D'UNE AUTORISATION DU SOUS-MINISTRE, COMME IL EST PRÉVU À L'ARTICLE 17 DE LA LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS, EN INDIQUANT :

- **A. LE NOMBRE D'AUTORISATIONS;**
- **B. LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME FAISANT L'OBJET DE CET OCTROI;**
- **C. LE NOM DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT ET FAISANT L'OBJET DE CET OCTROI;**
- **D. LE MONTANT ACCORDÉ;**
- **E. LES MOTIFS DE LA DEMANDE.**

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC: HTTPS://WWW.SEAO.CA/

G.67 NOMBRE DE DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION PAR MINISTÈRE ET ORGANISMES EN 2022-2023 :

- **A. LE MONTANT TOTAL FACTURÉ ET RÉCOLTÉ DÉCOULANT DES DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION;**
- **B. LE NOMBRE DE REFUS (AVEC MENTION DE LA RAISON OU DE L'ARTICLE);**
- **C. LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE 20 JOURS;**
- **D. LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE 30 JOURS;**

L'INFORMATION CONCERNANT LES DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION SERA PRÉSENTÉE DANS LE RAPPORT ANNUEL 2022-2023 DES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.68 POUR 2022-2023, LE NOMBRE DE CADRES, DE DIRIGEANTS DE LA FONCTION PUBLIQUE INCLUANT LES SOUS-MINISTRES, À QUI LES SALAIRES SONT VERSÉS SANS QU'AUCUNE FONCTION OU TÂCHE NE LEUR SOIT ASSIGNÉE. POUR CHAQUE PERSONNE :

A. **FOURNIR LA LISTE DES NOMS, DES FONCTIONS PRÉCÉDENTES OCCUPÉES ET LA DATE DE CESSATION DES FONCTIONS;**
B. **FOURNIR LA LISTE DES SALAIRES VERSÉS.**

IL N'Y A PAS DE CADRE, DE DIRIGEANT OU DE SOUS-MINISTRE QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION SANS EXERCER DE FONCTION.

G.69 LA LISTE DES PERSONNES ET LE MANDAT DES COMITÉS FORMÉS PAR LE CONSEIL EXÉCUTIF, LES MINISTÈRES ET ORGANISMES AINSI QUE LES HONORAIRES DONNÉS À CES PERSONNES.

NOM DU COMITÉ	MANDAT DU COMITÉ	LISTE DES PARTICIPANTS	HONORAIRES
COMITÉ D'OFFICIALISATION LINGUISTIQUE	LE COMITÉ D'OFFICIALISATION LINGUISTIQUE EST INSTITUÉ AU SEIN DE L'OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE. IL SOUMET AUX MEMBRES DE L'OFFICE, À LA DEMANDE DE CELUI-CI OU DE SA PROPRE INITIATIVE, DES SUGGESTIONS ET DES AVIS. IL EST COMPOSÉ DE CINQ MEMBRES ET IL EST PRÉSIDÉ PAR UNE OU UN MEMBRE DE L'OFFICE. L'OFFICE PEUT, SUR PROPOSITION DU COMITÉ D'OFFICIALISATION LINGUISTIQUE, RECOMMANDER OU NORMALISER DES TERMES OU EXPRESSIONS. IL EN ASSURE LA DIFFUSION, NOTAMMENT EN LES PUBLIANT À LA *GAZETTE OFFICIELLE DU QUÉBEC* (ARTICLE 116.1 DE LA *CHARTE*).	CHANTAL GAGNON, MEMBRE DE L'OFFICE ET PRÉSIDENTE DU COMITÉ ANNIE GALARNEAU MARYSE GAGNON OUELLET NATHALIE BONSAINT SERGE D'AMICO	
COMITÉ DE SUIVI DE LA SITUATION LINGUISTIQUE	LE COMITÉ DE SUIVI DE LA SITUATION LINGUISTIQUE EST INSTITUÉ AU SEIN DE L'OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE. IL SOUMET À L'OFFICE, À SA DEMANDE OU DE SA PROPRE INITIATIVE, DES PROPOSITIONS ET DES AVIS. IL EST COMPOSÉ DE CINQ MEMBRES ET IL EST PRÉSIDÉ PAR UNE OU UN MEMBRE DE L'OFFICE. L'OFFICE SURVEILLE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION LINGUISTIQUE AU QUÉBEC ET EN FAIT RAPPORT AU MOINS TOUS LES CINQ ANS AU MINISTRE, NOTAMMENT EN CE QUI A TRAIT À L'USAGE ET AU STATUT DE LA LANGUE FRANÇAISE AINSI QU'AUX COMPORTEMENTS ET ATTITUDES DES DIFFÉRENTS GROUPES LINGUISTIQUES (ARTICLE 160 DE LA *CHARTE*). IL REÇOIT À CET ÉGARD LES PROPOSITIONS ET LES AVIS DU COMITÉ DE SUIVI DE LA SITUATION LINGUISTIQUE.	ALAIN BÉLANGER, MEMBRE DE L'OFFICE ET PRÉSIDENT DU COMITÉ LISE BLANCHETTE ÉRIC KAVANAGH STÉPHANE MOULIN	ALAIN BÉLANGER, SOUS FORME DE JETONS DE PRÉSENCE (5 FOIS 100 $ CHACUN)
COMITÉ DES EXAMENS	LE COMITÉ DES EXAMENS EST FORMÉ EN VERTU DU *RÈGLEMENT SUR LA DÉLIVRANCE D'ATTESTATIONS DE CONNAISSANCE DE LA LANGUE OFFICIELLE* EN VUE DE L'ADMISSION AUX ORDRES PROFESSIONNELS. IL EST CHARGÉ D'ÉVALUER LA CONNAISSANCE DE LA LANGUE OFFICIELLE APPROPRIÉE À L'EXERCICE D'UNE PROFESSION OU D'UNE CATÉGORIE DE PROFESSIONS EN ÉTABLISSANT UN EXAMEN QUI MESURE LA COMPRÉHENSION DU FRANÇAIS ORAL, LA COMPRÉHENSION DU FRANÇAIS ÉCRIT, L'EXPRESSION ORALE EN FRANÇAIS ET L'EXPRESSION ÉCRITE EN FRANÇAIS.	LAURENT ÉMERY MARIELLE COULOMBE MEMBRE NOMMÉ PAR L'OFFICE : VACANT	

CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 165.13 DE LA *CHARTE*, LES MEMBRES DES COMITÉS INSTITUÉS AU SEIN DE L'OFFICE NE SONT PAS RÉMUNÉRÉS, SAUF DANS LES CAS, AUX CONDITIONS ET DANS LA MESURE QUE PEUT DÉTERMINER LE GOUVERNEMENT. ILS ONT TOUTEFOIS DROIT AU REMBOURSEMENT DES FRAIS RAISONNABLES QU'ILS ONT ENGAGÉS DANS L'EXERCICE DE LEURS FONCTIONS, AUX CONDITIONS ET DANS LA MESURE QUE DÉTERMINE LE GOUVERNEMENT.